

HERVÉ KEMPF

Que
crève le
capitalisme

CE SERA LUI OU NOUS

SEUIL

HERVÉ KEMPF

QUE CRÈVE
LE CAPITALISME

ÉDITIONS DU SEUIL
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

2020

TABLE DES MATIÈRES

Titre

Du même auteur

Copyright

1 - La catastrophe a commencé

2 - Le capitalisme et les Quarante Désastreuses

3 - Le choix de l'apartheid planétaire

4 - Le capitalisme policier

5 - Le capitalisme dans les têtes

6 - La stratégie de l'archipel

Notes

« Ôôôôôô, quelle violence ! Quelle faute de goût, quelle brutalité, quelle horreur ! Ne peut-on pas s'exprimer, euh, paisiblement, raisonnablement, entre gens de bonne compagnie ? Mais là... pouah... »

Que crève le capitalisme, mes amis ! Que crève cette baudruche immonde, ce monstre stupide, cet ivrogne insatiable, ce meurtrier insensible, ce violeur impénitent, cette ganache ventripotente, ce concept délirant, cette histoire subclaquante, mais oui, qu'il crève, ce fatum puant, ce cauchemar de toxicomane, qu'il disparaisse, le capitalisme, corps malade éventré des plaies de la Terre, ver immonde qui ne survit que de l'anéantissement de la vie, tumeur métastatique, élixir trompeur des rêves impossibles, virus mortifère, gredin, chenapan, criminel, boudin gras et suintant, bulldozer métallique et sans pitié, cyber caché et pervers, qu'il crève, et que vivent les sans-abri, que dorment les sans-logis, que se rassasient les affamés, que coure le léopard, que transpire la jungle, que sourie la mère, que vive enfin le monde, que l'horizon s'éclaire, que la lumière revienne, que se lève un avenir qui ne serait pas de catastrophe, de chaos, d'étouffement, de lutte pour une survie misérable, que vive enfin l'humanité libérée des rets tentaculaires de l'argent qui veut décider de tout.

Que crève le capitalisme pour que nous vivions. Titubants, comme l'alcoolique désespéré de savoir se détruire et qui pourtant reprend un verre, groggy, vapoureux, nous avançons dans le brouillard de la consommation en sachant qu'il détruit tout et pourtant incapables de dire stop, d'arrêter, de bifurquer, addicts au dernier, au dernier, pour la route, la route qui conduit à l'abîme.

Que crève le capitalisme, que finisse cette histoire qui eut son aube, son aurore, sa jeunesse, sa maturité, ses tournants, ses phases folles, criminelles, énergiques, créatives, et qui maintenant n'est plus que mécanique absurde, vampirique, qui ne peut maintenir l'apparence du normal qu'en suçant à l'os la peau et la chair et les nerfs et le cœur de la Terre, et des humains qui tentent, comme depuis un million d'années, d'y vivre, simplement.

Que crève le capitalisme, mes amis, et n'ayez crainte de proférer l'imprécation interdite pour qu'en leurs palais moroses les puissants incertains voient se fissurer leur monticule de papier, pour qu'en leurs tours phalliques les spéculateurs sentent le souffle du cyclone, pour qu'en leurs prisons dorées les opulents tremblent d'appréhension, n'ayez crainte de leur pouvoir évanescent, de leurs alibis sans valeur, de la peur qu'ils distillent, n'ayez crainte de l'avenir. Et que crève le capitalisme pour que s'ouvre le monde nouveau, le monde d'une humanité réconciliée avec le cosmos.

La transformation écologique du monde se poursuit à une vitesse sidérante. Le changement climatique fonce comme un troupeau de bisons lancés au galop, menaçant de tout dévaster sur son passage. Et nous continuons à tergiverser, soupeser, évaluer, fixer des objectifs à 2050, ratiociner, pendant que les nuées de la furie se rassemblent à l'horizon.

Ce livre est une interpellation dont le sens profond pourrait effrayer son auteur s'il ne savait que la poursuite de l'entre-deux actuel n'était pas plus effrayante encore.

Il y a près de quinze ans, dans *Comment les riches détruisent la planète*, j'ai expliqué l'articulation essentielle de la crise sociale, résumée dans la montée des inégalités, et de la catastrophe écologique, démontrant qu'il n'était pas possible d'éviter celle-ci si on ne résolvait pas celle-là.

Mais, si le mouvement social et le mouvement écologique se sont, en grande partie, transformés pour converger et ont commencé à nouer des alliances, du côté des puissants, des dominants, de l'oligarchie, rien n'a vraiment changé. Pis encore, comme on va le montrer dans ce livre, la classe dirigeante s'est arc-boutée, s'engageant dans la foulée de l'ébranlement financier de 2008-2009 sur un nouveau chemin de radicalisation du capitalisme, niant la nécessité du changement et montant les pièces d'un apartheid planétaire. Nous sommes arrivés à un moment de l'Histoire où c'est eux ou nous. Il ne s'agit plus de convaincre les dominants, mais de détruire leur système de domination. Il s'appelle le capitalisme, et le capitalisme doit s'effondrer si nous ne voulons pas que l'équilibre de la biosphère s'effondre, et si nous voulons préserver les chances d'une société humaine en paix et assurant la dignité de ses membres.

Dire que le capitalisme a une histoire signifie qu'il a un début et une fin. En tant que phénomène historique, cette forme particulière d'organisation sociale va disparaître pour laisser place à une autre forme. Les historiens en situent le début au xvi^e siècle. La fin, on peut maintenant l'envisager. Elle ne va pas advenir d'un coup, comme la mort d'un organisme vivant, mais selon un processus continu et prenant un certain temps, qui n'est prévisible qu'en partie, même si des trajectoires possibles se dessinent. Des scénarios cruciaux ont notamment été établis par le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) : ils mettent en rapport les projections de la hausse des émissions de gaz à effet de serre et de celle du réchauffement de l'atmosphère moyenne. La traduction de ces trajectoires en évolutions concrètes de la société dépend de celle-ci, c'est-à-dire que nous

sommes collectivement maîtres de notre destin. Nous pouvons influencer le processus, il n'a pas un chemin tout tracé.

En termes politiques, on peut traduire les cas extrêmes de ces scénarios en deux pôles : l'un est celui d'une société sobre, ayant rétabli l'équilibre avec la biosphère (le climat étant considéré comme le marqueur d'un comportement écologique général), l'autre est celui d'une société ayant laissé les émissions atteindre un niveau si élevé que le réchauffement rend la vie humaine (notamment) extrêmement pénible¹. Ces deux pôles représentent, l'un une société ayant largement résolu le déséquilibre fondamental des inégalités entre les humains et se trouvant en paix, l'autre une société en proie au chaos violent provoqué par la lutte incessante pour s'approprier les ressources dans un monde livré à la fournaise. Entre ces deux pôles s'étend une gamme de situations possibles, et il dépend de notre action que la réalité approche telle ou telle branche de l'alternative.

Chacun de ces pôles est l'aboutissement de la logique suivie par une configuration particulière d'intérêts. Autrement dit s'exprime ici un conflit que l'on doit assumer, en considérant que certains ont intérêt à aller vers le pôle désastreux et qu'ils entrent en lutte avec ceux qui veulent aller vers le pôle harmonieux. Il faut cesser de croire que tout le monde veut aller vers le pôle harmonieux : cela implique de tels changements que ceux qui profitent de forts avantages actuellement ne sont pas prêts à les abandonner au nom de l'intérêt général.

Il y a des gens qui ne veulent pas que ça s'arrange, et il faut définir les stratégies pour les empêcher d'orienter la décomposition du capitalisme sur une voie néfaste. C'est pourquoi la question stratégique est aujourd'hui centrale pour le mouvement écologique, pour le mouvement émancipateur, et en fait simplement pour toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté. L'écologie est l'enjeu politique central des premières décennies du XXI^e siècle.

La catastrophe a commencé

Il y aura des moments de calme, des périodes de pause, des îlots de sérénité. Il en existe toujours au milieu des catastrophes : le pays n'était pas uniformément à feu et à sang durant la guerre de Cent Ans, nombreux étaient les coins de France ou d'Allemagne où l'on pouvait vivre à peu près normalement durant la Première Guerre mondiale, tout comme en Angleterre durant la Seconde. Rien, au demeurant, n'est plus trompeur que ces moments de calme, si on ne les saisit pas comme des chances pour rassembler son énergie dans le but de se préparer à la tempête qui vient. Car elle viendra, et partout : si des accalmies seront fréquentes, aucun lieu ne sera épargné par la catastrophe qui a commencé à déployer ses terribles menaces.

Des centaines de livres, de rapports, d'études racontent – souvent avec talent, toujours en s'appuyant sur des références scientifiques indiscutables – la catastrophe et ses conséquences envisageables : sécheresses, inondations, feux de forêt, montée des eaux, pandémies, invasions de nuisibles, érosion des sols, stress hydrique, tout cela entraînant déficits agricoles, famines, déstabilisation des États, mortalités dues à la chaleur, migrations de centaines de millions de personnes, chaos, guerres. Je ne détaillerai pas ici ce que j'ai aussi décrit dans d'autres livres et qui finit par former un fond de culture commune ahurissant par l'hébétéude dans laquelle il nous plonge.

Mais il faut repérer deux choses nouvelles au milieu de cette avalanche d'informations. D'abord, le processus de destruction s'est accéléré à tel point qu'en quelques décennies ce qui était objet de débat est devenu une réalité sensible en tout point de la planète. J'observe comme journaliste scientifique la crise écologique depuis trois décennies. Autour de 1990, l'alerte écologique avait été relancée depuis quelques années (à partir des pluies acides en 1983, des accidents de Bhopal en 1984 et de Tchernobyl en 1986, de la déplétion de la couche d'ozone connue en 1988, du premier rapport du Giec sur le climat en 1990). Cependant, le doute restait grand tant sur le changement climatique qu'à propos de la biodiversité, dont le concept n'avait été posé par les biologistes qu'en 1986². Si l'on savait que la destruction des espèces et des milieux naturels était en cours, les scientifiques avaient du mal à évaluer les taux d'extinction des espèces (le concept d'espèce étant lui-même disputé), et former une vision globale des milliers de situations particulières était difficile.

Quant au changement climatique, il restait incertain, comme le reconnaissait le Giec deux ans après son rapport de 1990 : la réaction de la température moyenne à la surface du globe au doublement du CO₂ (gaz carbonique ou dioxyde de carbone) ne dépasserait « probablement pas » la fourchette de 1,5 °C à 4,5 °C, écrivait-il ; il y avait « de nombreuses incertitudes dans [leurs] prédictions », particulièrement en ce qui concerne « le calendrier, l'ampleur et les effets régionaux » ; la hausse de la température depuis cent ans « est de même magnitude que la variabilité naturelle du climat » ; la détection sans équivoque de l'accroissement de l'effet de serre « n'est pas probable avant une décennie voire plus »³.

Les climato-sceptiques, le plus souvent financés par les compagnies pétrolières, se sont engouffrés dans cette hésitation pour entretenir le doute et créer la confusion dans l'opinion publique. C'est tout à l'honneur des scientifiques d'avoir avancé avec prudence pour asseoir leurs conclusions avec le plus grand degré possible de certitude. Mais il a fallu des années pour parvenir au fait indiscutable que la sixième crise d'extinction des espèces s'amorce et que le changement climatique est lui aussi pleinement engagé. La connaissance scientifique, et c'est logique, est toujours en retard sur la réalité des phénomènes qu'elle tente de décrire. L'ennui, le gros ennui, est que la lente marche pour refermer peu à peu les interrogations a permis aux conservateurs de maintenir un *statu quo* destructeur. Si bien qu'en à peine trente ans réchauffement, recul de la diversité de la vie et pollution des écosystèmes ont atteint des niveaux effrayants.

Autre élément nouveau et crucial, les dégâts macro-écologiques affectent les pays riches, alors que jusqu'à récemment ils se manifestaient surtout dans les pays du Sud. Qui était réellement concerné en Europe ou en Amérique du Nord quand les Pygmées du Cameroun ou les Yanomami au Brésil constataient la destruction des forêts où ils vivaient, quand les Philippins ou les Guatémaltèques voyaient leur économie meurtrie pour plusieurs années par des cyclones, quand les Pakistanais étouffaient par une chaleur de 45 °C ? Cependant, depuis le coup de gong de l'ouragan Katrina qui a balayé La Nouvelle-Orléans en 2005, le souffle oppressant de la catastrophe atteint les rivages prospères. En Californie, avec des feux monstrueux à répétition, l'exception devient d'une banale normalité. En 2019, l'Australie a éprouvé pendant des mois des incendies de forêt au goût d'apocalypse. En 2020, un virus venu de la forêt profonde et disparue a plongé le monde dans la stupeur et la paralysie. Nous ne sommes plus à l'abri. Et le spectre de l'« effondrement » taraude les sociétés opulentes, qui oublient que cette situation a déjà été subie par d'autres cultures : Mayas, Incas et Aztèques exterminés par les maladies apportées par les Européens au XVI^e siècle, sociétés africaines déprimées par l'esclavage des Européens au XVII^e et XVIII^e siècle, peuples premiers des États-Unis d'Amérique quasiment détruits par un génocide au XIX^e siècle. *Le monde s'effondre*, écrivait Chinua Achebe en 1958⁴, face à la « modernisation ». Mais qui écoute un écrivain nigérian ?

Le risque d'un réchauffement incontrôlable

Au vrai, rien n'est une surprise. Que les scientifiques soient prudents et veuillent vérifier leurs données ne les empêche pas de lancer des signaux, que les écologistes ont amplifiés. Souvent en vain. Un exemple entre cent, la pandémie de 2020. En 2007, dans *Comment les riches détruisent la planète*, j'écrivais : « Pour le biologiste Michel Loreau, "pendant un certain temps, on ne percevra pas les conséquences de la perte de biodiversité. Et puis, tout d'un coup, il va se produire des catastrophes : invasions de nouvelles espèces, impossibilité de contrôler des maladies, émergence de nouvelles maladies, y compris pour les plantes, perte de la productivité des écosystèmes". Les écologues pensent que la destruction des écosystèmes libérera le champ pour des organismes nuisibles qui ne seront plus freinés par leurs prédateurs habituels : on pourrait alors s'attendre à de grandes épidémies. Il ne faut pas comprendre autrement la crainte que la grippe aviaire a suscitée chez les spécialistes de la santé publique. L'un de ceux-ci, Martin McKee, professeur à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, dit ainsi à propos de la menace infectieuse : "Je ne peux même pas écarter l'hypothèse à long terme qu'un organisme inconnu apparaisse et fasse disparaître l'*Homo sapiens*." ⁵ »

Et l'on pourrait aussi évoquer les catastrophes nucléaires : Tchernobyl, Fukushima ont eu lieu sans que ne cille l'indéfectible confiance des « responsables » – particulièrement en France – dans des machines intrinsèquement dangereuses. Qu'à Dieu ne plaise ! Mais les Français, pour ne parler que d'eux, ne devraient pas écarter un accident grave au Tricastin ou ailleurs, ni refuser d'imaginer que trois mille kilomètres carrés de leur territoire ne deviennent un jour une zone interdite *ad aeternam* ⁶.

Au fond, la catastrophe tient à l'indifférence et au fatalisme. On sait que la maison brûle, et on la regarde brûler.

Il me faut souligner quelques points qu'il est important d'avoir à l'esprit à propos du changement climatique. Le climat s'est déjà réchauffé de 1 °C par rapport à la période de climat stable qui a précédé, pendant environ dix mille ans, la révolution industrielle. Ce réchauffement devrait atteindre 1,5 °C voire 2 °C de manière certaine. Pourquoi ? Parce que se trouve déjà dans l'atmosphère le CO₂ que nous avons émis depuis des décennies, et que ce gaz conserve sa stabilité chimique durant cent ans. La baisse des émissions qu'il faut enclencher aujourd'hui ne se fera ainsi sentir qu'au-delà de 2040. Ce qui est tout sauf négligeable, pour la raison que voici. D'après les climatologues français qui ont présenté en septembre 2019 leurs scénarios les plus probables, on pourra, dans l'hypothèse la plus optimiste, tout juste maintenir les températures en dessous de 2 °C de réchauffement à la fin du siècle. À une condition : « Une diminution immédiate des émissions de CO₂ jusqu'à atteindre la neutralité carbone à l'échelle de la planète vers 2060, ainsi qu'une captation de CO₂ atmosphérique de l'ordre de 10 à 15 milliards de tonnes par an en 2100 ⁷. »

Une autre question cruciale préoccupe vivement les climatologues du monde entier : la possibilité que le réchauffement dépasse un seuil à partir duquel se produiraient des effets irréversibles, s'amplifiant sans limitation possible. Ce scénario a été décrit dans un article

paru en août 2018 dans la revue de l'Académie américaine des sciences, sous la signature de Will Steffen, Johan Rockström et quelques autres chercheurs⁸, formant une équipe qui mène depuis des années un travail de fond sur les limites biosphériques que franchit l'humanité. Dans cette étude, ils étudient l'évolution possible du climat à partir du concept de rétroaction positive (ou *feedback*), qui décrit le fait qu'un phénomène, une fois amorcé, peut s'amplifier parce qu'il enclenche un mécanisme qui l'auto-entretient. Les chercheurs estiment qu'un certain niveau de réchauffement enclencherait de telles rétroactions, empêchant la température moyenne de se stabiliser.

Cette approche se différencie de la majorité des modèles climatiques qui « supposent une relation quasi linéaire entre les émissions de CO₂ et l'augmentation de la température ». Dire d'une relation qu'elle est linéaire signifie qu'un effet évolue de manière proportionnelle à ce qui le produit : ici, la température par rapport au volume émis de CO₂. Mais, assurent Steffen et ses collègues, il est possible que des mécanismes « de rétroaction » deviennent « un facteur important, voire le principal, de la trajectoire du système Terre dans les siècles prochains ». Autrement dit, l'effet de serre pourrait activer des éléments qui déclencheraient eux-mêmes des augmentations de température brusques dans un effet domino amenant la chaleur terrestre à un niveau toujours plus élevé. Ainsi, la machine climatique s'emballerait et se réchaufferait plus fortement que ne pourraient l'induire les seules émissions de CO₂, nous conduisant vers une Terre-serre très chaude et peu vivable.

À quel niveau ce processus d'auto-amplification entrerait-il en action ? Autour de 2 °C de réchauffement, estime l'équipe de Steffen et Rockström. Quels pourraient être ces éléments déclencheurs, amorcés par le réchauffement ? Les chercheurs en citent particulièrement cinq : le dégel du pergélisol, l'affaiblissement de la capacité des océans et des sols à absorber le CO₂, l'augmentation de la respiration bactérienne océanique (générant plus de CO₂), la disparition de la forêt amazonienne et celle de la forêt boréale.

Une conclusion de ce raisonnement fondé sur le passage de seuils déclenchant des rétroactions incontrôlables est que, si l'humanité se laissait entraîner dans le régime de la Terre-serre chaude, « le retour à un système Terre stabilisé deviendrait très probablement impossible ».

La société planétaire est maintenant au croisement de deux chemins : soit elle continue à émettre massivement des gaz à effet de serre, et le climat risque d'entrer en s'emballant dans la zone très chaude qui sera sans retour ; soit elle agit rapidement pour stabiliser le climat de la Terre à un niveau supportable pour les sociétés humaines – mais qui resterait cependant plus chaud qu'à aucun moment depuis huit cent mille ans. Cette dernière option implique de réduire drastiquement les émissions, de protéger et de restaurer les milieux naturels capables d'absorber le CO₂, d'améliorer la balance énergétique de la planète. Pour ce faire, il faut une transition radicale, axant les efforts sur la recherche de la résilience, à l'opposé des « théories, outils et croyances dans les petits changements ».

Un film de science-fiction désespéré

Tout cela est glaçant. L'avenir qui se dessine est inacceptable. Croyez-vous pour autant que cette perspective va changer quelque chose dans la tête des « responsables » ? Non. Le système entend poursuivre comme si de rien n'était. Ainsi, par exemple, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), un des rouages de son fonctionnement, ne parvient pas à imaginer que la croissance pourrait ne pas se poursuivre. Et il envisage sans se poser de question une augmentation massive de la consommation mondiale de matières premières – un des indicateurs essentiels de la dévastation du monde –, passant de 90 gigatonnes par an aujourd'hui à 167 en 2060. Une gigatonne signifie un milliard de tonnes, ou un millier de millions de tonnes. Les « experts » supposent en effet que le PIB mondial aura triplé entre 2017 et 2060, et que le niveau de vie moyen aura atteint 40 000 dollars par habitant, soit le niveau actuel des habitants des pays de l'OCDE⁹. On se situait, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, à 22 milliards de tonnes en 1970 et à 70 milliards de tonnes en 2010¹⁰. Est-ce compatible avec une division par deux des émissions de gaz à effet de serre, le minimum indispensable pour éviter un trop grand réchauffement ? L'OCDE ne s'en inquiète pas. Croissance il y aura, plus de matières on extraira. Et que danse la marquise.

Autre cas d'inconscience caractérisée : les investissements dans les équipements consommant des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole), sources majeures de CO₂ et de méthane. Des chercheurs ont calculé, en faisant l'inventaire des centrales électriques, industries et autres autoroutes existantes ou en projet, qu'elles émettraient plus que la totalité du CO₂ disponible si le réchauffement moyen doit être limité à 1,5 °C et les deux tiers si le réchauffement doit être limité à moins de 2 °C¹¹. Rien n'indique que ces projets vont être annulés...

Signalons de surcroît trois tendances amorcées depuis quelques années, et qui vont peser toujours plus sur l'environnement global si on les laisse se développer :

– l'expansion du numérique, qui représente déjà 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre¹² (sans parler du fort impact environnemental provoqué par l'extraction des métaux nécessaires aux nouvelles technologies) et pourrait atteindre 8 % en 2027 ;

– le développement de l'exploitation minière des grands fonds océaniques, pour laquelle les investisseurs piaffent d'impatience : des millions de kilomètres carrés sont déjà ouverts à la prospection, nonobstant les dégâts prévisibles sur un écosystème fragile¹³ ;

– enfin, le réchauffement climatique va accroître les besoins en matière de climatisation, laquelle requiert de l'électricité. Or celle-ci provient – et proviendra longtemps encore – en grande partie de l'énergie fossile. L'air conditionné consomme déjà 10 % de l'électricité mondiale, selon l'Agence internationale de l'énergie¹⁴. Dans le même ordre d'idées, la désalinisation d'eau de mer, elle aussi grosse consommatrice d'énergie, sera de plus en plus tentante pour les pays en stress hydrique.

Qu'a-t-il pu advenir pour que nous soyons passés en une cinquantaine d'années des Trente Glorieuses à un système qui n'offre comme perspective que le scénario d'un film de

science-fiction désespéré ? L'alerte écologique avait pourtant été lancée dans les années 1960 – un marqueur usuel est le livre de Rachel Carson, *Printemps silencieux*, paru en 1962 et dénonçant les effets nuisibles des pesticides chimiques. Beaucoup de choses commençaient alors à bouger, il est vrai, et un mouvement écologique se constituait avec vigueur en Amérique du Nord comme en Europe. Le Jour de la Terre, en avril 1970, rassemblait des millions de personnes aux États-Unis et le rapport du Club de Rome, en 1972, bousculait le dogme de la croissance, tandis que les premiers modèles climatiques prédisaient le réchauffement lié aux émissions de gaz carbonique¹⁵. Le pays le plus puissant du monde, les États-Unis, adoptait vingt-cinq législations fédérales entre 1965 et 1975, quintuplait les budgets correspondants, créait un ministère de l'Environnement¹⁶. On observait des évolutions similaires en Europe. Et pourtant, plus de la moitié du carbone relâché dans l'atmosphère depuis 1751 l'a été après le milieu des années 1970¹⁷.

Ce qui s'est passé ? Dans la foulée de la crise du capitalisme au cours des années 1970, déjà contesté durant les années 1960 et secoué par les chocs pétroliers de 1973 et 1979, le néolibéralisme a pris le pouvoir, comme on va le voir, pendant que se ré-organisaient les circuits mondiaux de la production. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, le dogme néolibéral s'imposait avec Margaret Thatcher et Ronald Reagan, et provoquait la dérégulation financière, la baisse de la fiscalité sur les très riches et sur les entreprises, les privatisations et le retrait de la régulation étatique. En parallèle, alors que la Chine prenait le virage productiviste et s'ouvrait à « l'économie de marché », les grandes entreprises commençaient à y délocaliser leurs usines ainsi que dans d'autres pays du Sud, pour payer des salaires moins élevés qu'en Occident, peser ainsi sur les revendications des travailleurs et, incidemment, échapper à des réglementations environnementales considérées comme trop coûteuses. La mondialisation a pris son envol, tout comme les émissions de gaz à effet de serre. Examinons en détail cette évolution du capitalisme.

Le capitalisme et les Quarante Désastreuses

Aux yeux des capitalistes, et ils ont réussi à nous en persuader, leur système est issu d'une évolution naturelle, et est devenu irremplaçable. Il serait certes améliorable mais ses principes essentiels ne peuvent être remis en cause. Le capitalisme est « un phénomène naturel », selon l'expression d'un de ses nombreux thuriféraires¹⁸. Et de toute façon, dit un autre serviteur zélé, « le système capitaliste ne va pas disparaître puisqu'il n'y a pas d'alternative¹⁹ ».

En fait, le capitalisme n'est là que depuis quatre siècles. Nous sommes à un point de bifurcation historique, où soit il se transforme en une version techno-despotique, soit il se disloque pour laisser place à un système écolo-équitable.

On peut décrire l'évolution du capitalisme en une succession de phases, chacune ayant sa dynamique. En voici les principales depuis la fin du XVIII^e siècle, quand il s'est réellement affirmé : formation de la théorie du libéralisme, capitalisme industriel, compromis fordiste, capitalisme keynésien, néolibéralisme, capitalisme numérique et policier – ce dernier est celui que nous connaissons.

L'approche historique permet notamment de comprendre la différence essentielle entre le libéralisme et le néolibéralisme, et de décrire les caractères actuels du capitalisme. Mais rappelons-en d'abord le principe essentiel.

Le capitalisme, c'est quoi ?

Le cœur du capitalisme se résume à un mot : *money* ! Il existe bien sûr des définitions plus sophistiquées. On peut dire que le capitalisme est un système économique et social dans lequel le but fixé à ses membres est l'augmentation de leur capital. Pour d'autres, il est « une économie violente et anarchique qui a pour principe le désir d'enrichissement sans limite des individus²⁰ » ; « une configuration historique spécifique des rapports marchands et des

structures étatiques au sein de laquelle l'obtention d'un gain économique privé par tous les moyens, ou presque, est un objectif primordial et la mesure de tout succès²¹ » ; un système dont « la caractéristique dominante ou décisive [est] la recherche persistante de l'accumulation sans fin du capital – à savoir l'accumulation du capital afin d'accumuler encore plus de capital²² ».

Argent, accumulation, capital, mais comment ? Par la production de « marchandises », qui ne sont pas produites et échangées pour leur valeur d'usage, mais pour leur valeur d'échange, c'est-à-dire la possibilité que leur mise sur le marché génère un profit. Dans le capitalisme, on ne produit pas pour satisfaire des besoins, mais pour nourrir l'accumulation du capital. Le besoin est certes présenté comme la justification de la marchandise, mais il est suscité ou fabriqué par diverses techniques de manipulation mentale, la principale étant la publicité. Tout cela n'exclut pas que des besoins existent réellement, bien sûr, mais il n'y a que la société capitaliste qui ait subordonné leur satisfaction au principe d'accumulation du capital.

Vous pourriez croire que ces définitions sont animées par un esprit unilatéralement critique. Mais non. Un des papes du néolibéralisme, Milton Friedman, était clair : « Les dirigeants d'entreprises ont-ils d'autres responsabilités que celle de faire le plus d'argent possible pour leurs actionnaires ? Ma réponse est que non, ils n'en ont pas d'autres²³. » En 2013, Rex Tillerson, le PDG d'ExxonMobil, la plus grande compagnie pétrolière du monde, était tout aussi franc : « Ma philosophie est de faire de l'argent. Forer et faire de l'argent, c'est ce que je veux faire²⁴. »

Donc, le capitalisme est une organisation sociale dont les membres sont réputés avoir pour motivation principale de gagner de l'argent afin de pouvoir gagner plus d'argent.

Le capitalisme est un phénomène historique

Dire que le capitalisme est un phénomène historique a une conséquence logique : un phénomène historique a un début et une fin²⁵. Le capitalisme est né. Il mourra. Sa fin ne sera pas un événement instantané mais, comme pour tout organisme ou civilisation, le terme d'un processus. Il existe d'innombrables et forts intéressants livres sur l'histoire du capitalisme. À de très rares exceptions près, tous ignorent le problème écologique. C'est très étrange parce que la question écologique provoque l'actuel étouffement du capitalisme.

Une phase majeure dans l'évolution du capitalisme concerne la théorie du capitalisme elle-même, l'articulation entre libéralisme et néolibéralisme, qu'il importe de bien comprendre. Les guerres de religion, notamment en France et en Allemagne, ont généré aux XVI^e et XVII^e siècles des souffrances atroces et des désordres constants pendant des décennies. Ces guerres, menées au nom de vérités métaphysiques affichées, chaque camp prétendant défendre la vraie foi, ont conduit les classes dirigeantes, pour en sortir, à disjoindre la politique de la religion. Afin de parvenir à la paix, a-t-on fini par penser, il fallait s'affranchir

de Dieu et se conduire selon une autre philosophie politique que celle faisant intervenir la divinité dans les affaires collectives. Le philosophe anglais Thomas Hobbes est celui qui a formalisé l'autonomie du politique : dans le *Léviathan*, paru en 1651, il expliquait que le pouvoir ne trouve plus sa légitimité dans la religion mais dans la société, par un pacte entre les individus, chacun de ceux-ci étant mû par la crainte et le désir.

Du traumatisme sanglant des guerres de religion est donc née une philosophie de la société qui allait mener au libéralisme, élaboré durant le XVIII^e siècle, dit siècle des Lumières. D'une part, dans la foulée de Montesquieu, on a défini les caractères de ce qui deviendrait le libéralisme politique – protection contre les abus du gouvernement par la séparation des pouvoirs et par la représentation politique de l'ensemble des individus –, d'autre part, avec Adam Smith, on commença à théoriser le libéralisme économique, selon lequel la prospérité naît de la coordination « invisible » des désirs des individus par la rencontre sur le marché libre.

Libéralisme politique – la pensée démocratique – et libéralisme économique – le capitalisme – s'emboîtaient assez bien, et on pouvait les regrouper sous un seul terme, le libéralisme. La société y est vue comme une collection d'individus concurrents et poursuivant leur intérêt propre, mais qui trouvent la paix civile et la prospérité par la règle électorale et par la magie du marché. Le pouvoir de l'État est cantonné par des règles qui assurent la liberté de l'individu, notamment dans son action économique. Les deux chevaux de cet attelage théorique devaient logiquement finir par tirer à hue et à dia, la poursuite de son propre intérêt selon le libéralisme économique conduisant à des enrichissements plus importants chez certains individus que chez d'autres, mettant ainsi à mal l'égalité entre individus supposée par le libéralisme politique.

Mais l'attelage a tenu bon aux XIX^e et XX^e siècles, paradoxalement en raison des critiques qu'il générerait chez les travailleurs exploités par le capital accumulé selon les lois du libéralisme économique. En effet, la montée du mouvement ouvrier et ses visions d'une autre société (socialisme, marxisme, anarchisme) mettaient la pression sur les possédants, les obligeant à céder du terrain, tant sur les conditions de travail que sur l'élargissement de la démocratie. Cependant, comme le reconnut plus tard un néolibéral, « bien que le capitalisme et la démocratie aient historiquement émergé de conserve et aient tous deux été justifiés par le libéralisme philosophique, il n'y a aucune nécessité théorique ou pratique à ce qu'ils aillent de pair²⁶ ».

L'attelage a néanmoins marché cahin-caha, jusqu'à ce que la crise économique de 1929 ne jette à bas la théorie du libéralisme économique, qui était devenu au XIX^e siècle une doctrine du « laisser-aller, laisser-faire ». En quelques mois, des millions d'Américains se retrouvèrent sur le pavé, sans travail, et la passivité du gouvernement des États-Unis, présidé par un libéral économique pur jus, Herbert Hoover, se révéla totalement inefficace. On sortit de la crise par une forte intervention de l'État, avec le *New Deal* du président Franklin Delano Roosevelt à partir de 1932, conforté par la théorie de l'économiste John Maynard Keynes qui démontrait que, dans certaines situations, il ne fallait plus laisser le marché se

réguler tout seul. En Allemagne, Adolf Hitler appliquait le même interventionnisme étatique, avec succès du point de vue économique.

Tout cela a amené des économistes libéraux autrichiens à repenser la théorie du capitalisme, qui allait devenir le néolibéralisme, d'après un mot forgé lors d'un colloque tenu en 1938 autour du politologue américain Walter Lippmann²⁷. Deux idées émergèrent de cette réflexion menée par von Mises, Hayek et Lippmann, pour citer les plus connus de ces fondateurs. D'une part, les néolibéraux tiraient la leçon de 1929 : pour sortir de la crise, il avait fallu faire intervenir l'État. Ils ne seraient donc plus comme les libéraux économiques classiques partisans d'un simple laisser-faire ; ils voulaient au contraire que l'État intervienne, mais pour sauver le marché, assurer son pur fonctionnement, définir les règles qui le protègent, le marché restant l'instance organisatrice essentielle²⁸. D'autre part, la démocratie n'était plus une composante obligée du libéralisme économique. Ludwig von Mises saluait dès 1927 le fascisme : « Il est indéniable que le fascisme et toutes les aspirations semblables à la dictature sont pleins des meilleures intentions et que leur intervention a, pour le moment, sauvé la civilisation européenne. Le mérite que le fascisme a acquis ainsi vivra pour toujours dans l'histoire. » Von Mises précisait cependant qu'il ne fallait voir le fascisme que comme « une solution d'urgence dans un moment particulier »²⁹. Et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, qui avait vu la démocratie – alliée à l'Union soviétique – triompher du nazisme, von Mises, Hayek et Schumpeter publiaient des livres où ils critiquaient vertement la démocratie parlementaire³⁰ : un régime conduisant à nuire au bon fonctionnement du marché, donc intrinsèquement néfaste.

Les néolibéraux sont cependant restés marginaux durant toute l'après-guerre. Non seulement le *New Deal* et la théorie keynésienne avaient permis de sortir de la crise – ainsi que la mobilisation de toute l'économie durant la Seconde Guerre mondiale –, mais ce compromis entre marché libre et État pilotant une partie de l'économie, le tout appuyé sur une conception démocratique, réussissait manifestement.

Le choc pétrolier et le tournant néolibéral

Dans ses analyses de la crise de 1929 et de ses suites, toute la pensée économique s'était focalisée sur la monnaie. La question de la gestion de la monnaie – comment son injection peut ou non stimuler l'activité économique, comment ajuster les taux d'intérêt – est au cœur de la pensée de Keynes et des économistes de l'époque. Tous ont ignoré complètement la question de l'environnement physique dans laquelle se déploie l'activité productive et dont elle dépend. La critique néolibérale portée plus tard, dans les années 1960, par Milton Friedman et l'école de Chicago est, elle aussi, une théorie de la monnaie, n'évoquant pas un instant l'énergie, la biosphère ou les écosystèmes.

Cette préoccupation était pourtant présente au tout début de la pensée économique, au XVIII^e siècle, chez les physiocrates (juste avant Adam Smith) et chez David Ricardo

(contemporain de Smith), qui se posaient la question de la terre agricole. Elle a ensuite quasiment disparu des réflexions économiques, et quand un Georgescu-Roegen fit dans les années 1960 le pont entre la physique et l'économie, tentant de définir une bio-économie, il fut marginalisé.

C'est pourtant de la question des ressources physiques qu'allait jaillir la rupture du cycle économique de l'après-guerre : juste après que l'inquiétude lancée sur la finitude des capacités biosphériques par le rapport du Club de Rome de 1972 et par le mouvement écologique naissant, le choc pétrolier de 1973 est venu provoquer la crise du capitalisme, déjà ébranlé par le désordre monétaire lié à l'abandon de la convertibilité du dollar en or en 1971³¹. Mais les salaires continuaient à augmenter au même rythme que l'inflation, du fait du rapport de force qu'avaient pu établir les salariés durant les prospères années 1960, et les réglementations environnementales commençaient à peser sur les coûts industriels. La méthode keynésienne ne semblait plus marcher : si elle pouvait maintenir l'activité, c'était au prix d'une accélération de l'inflation qui devenait dangereuse. Au total, le taux de profit global, qui avait entamé un fléchissement dès la fin des années 1960³², s'engageait sur une pente inquiétante.

La réponse des capitalistes fut multiple. Ils firent en premier lieu le choix de la mondialisation : les grandes entreprises se mirent à délocaliser leurs usines, d'abord au Mexique avec les *maquiladoras*, puis, surtout, en Chine, dont les dirigeants communistes avaient décidé en 1978 de s'ouvrir au capital extérieur et d'orienter leur masse paysanne vers la production à bas coût salarial pour les industriels occidentaux. La mise en concurrence des salariés du Nord avec ceux du Sud par ce déplacement de l'appareil productif permettait d'abaisser les coûts du travail et ceux liés aux réglementations environnementales, tout en faisant pression sur l'esprit revendicatif des travailleurs du Nord. Ensuite, sur le plan idéologique, la thèse selon laquelle la démocratie avait été trop loin durant les turbulentes années 1960 et au début des années 1970 se développa discrètement, notamment grâce à un rapport de Samuel Huntington pour la Commission trilatérale³³ et à l'expérience jugée réussie – au prix de milliers de morts – du Chili : en 1973, le gouvernement de gauche de Salvador Allende avait été renversé pour installer une dictature militaire, qui appliqua les prescriptions néolibérales, sous les éloges de Hayek et Friedman. Une méthode que le grand économiste Paul Samuelson qualifia carrément de « capitalisme fasciste »³⁴. Friedrich Hayek, comme en écho, déclara en 1981 dans une interview : « Je préfère un dictateur libéral à un gouvernement démocratique sans libéralisme³⁵. » On allait apprendre peu à peu que, le néolibéralisme, c'est le capitalisme sans la démocratie.

Puisque le keynésianisme ne semblait plus fonctionner, il fallait appliquer partout la méthode testée au Chili : dérégulation, retrait de l'État de la vie économique, abaissement de la fiscalité pour les entreprises et les hauts revenus. Par ailleurs, la libéralisation des marchés financiers était d'autant plus engagée que ceux-ci étaient déjà stimulés par les « pétrodollars », ces capitaux consacrés à payer le pétrole aux producteurs du Moyen-Orient et qui, faute d'emploi sur place, revenaient irriguer les circuits financiers occidentaux.

Tout cela se produisait sur fond d'essoufflement des grands mouvements de contestation sociale lancés dans les années 1960 et de disqualification complète de l'Union soviétique, achevée par la parution en 1973 de *L'Archipel du goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne. Le maoïsme et sa prétention révolutionnaire étaient, quant à eux, rangés au musée par Pékin. Le chômage s'installait comme une préoccupation constante des sociétés occidentales. Les capitalistes avaient ainsi les mains libres pour développer un libéralisme purement économique, en se débarrassant peu à peu du vieil et encombrant libéralisme politique, et en développant une vision politique de l'autoritarisme au service du marché libéré, non pas de l'État, mais de la pression de la société. Si bien qu'au tournant de 1980, quand Margaret Thatcher et Ronald Reagan parvinrent au pouvoir, tout était en place pour l'administration à grande échelle de la potion néolibérale : rigueur salariale et budgétaire, privatisations, déréglementation, baisse des impôts sur les entreprises et les personnes très riches. Le terrain était aussi prêt pour un changement culturel profond remettant l'individualisme et la compétition au cœur du système de valeurs dominant³⁶. Et un bonheur n'arrivant jamais seul, le modernisme illuminait au bon moment l'arrivée triomphale du néolibéralisme, avec l'émergence de la micro-informatique au sein de la Silicon Valley, matrice d'une nouvelle mutation technologique.

Sur le plan énergétique, le système put se rétablir en une dizaine d'années : la hausse du prix du pétrole rendait rentables d'autres gisements que ceux du Moyen-Orient, l'énergie nucléaire se développait rapidement, de grands barrages hydroélectriques et de nouvelles mines de charbon étaient lancés dans des pays du Sud.

Le prix à payer ? La mondialisation étendit énormément la pollution et l'exploitation des ressources biosphériques jusque-là réservées, pour simplifier, aux pays occidentaux et à l'Union soviétique. Les pays du Sud développèrent l'« avantage concurrentiel » qu'est le saccage de leur environnement. En particulier en Chine, le changement impressionnant d'orientation se fit à un coût écologique colossal, condensant en trois décennies le désastre naturel commis par les États-Unis en un siècle. Cela apparut en pleine lumière en 2006, quand les émissions de CO₂ de la Chine ont dépassé celles des États-Unis³⁷.

Si, en quelque sorte, le pétrole avait été la contrepartie des flux monétaires des Trente Glorieuses, les ressources biosphériques sont ainsi devenues la contrepartie physique de la spéculation financière des Quarante Désastreuses (1980-2020). Avec, au bout, la même conséquence : la rencontre des limites.

La suite de l'histoire est bien connue : hausse générale des inégalités, enrichissement de plusieurs pays du Sud, au premier rang desquels la Chine, expansion démesurée des marchés financiers, destruction écologique accélérée, oligarchisation des anciennes démocraties occidentales. Tous les déséquilibres ainsi accumulés se sont traduits par la crise de 2008-2009, qui a vu le monde passer à deux doigts de l'effondrement financier. On ne put l'éviter que par une intervention massive des États, qui, en bonne doctrine néolibérale, sont venus au secours des banques : entre 2008 et 2017, les États européens ont déboursé 665 milliards d'euros en capital et 1 296 milliards en trésorerie pour soutenir le secteur bancaire³⁸. C'était avant 2020, année durant laquelle la pandémie du coronavirus SARS-CoV-2 frappa le monde

entier, provoquant un nouvel ébranlement économique, et l'on a rouvert les coffres publics, ceux des États comme ceux des banques centrales.

Le capitalisme ne peut survivre qu'en détruisant

J'ai mis du temps à comprendre pourquoi, alors que le capitalisme était passé en 2008-2009 au bord d'un précipice financier qui aurait plongé le monde dans une crise économique au moins aussi grave qu'en 1929, et alors que cette convulsion avait été provoquée par une spéculation effrénée et par un comportement délirant du système financier, le capitalisme ne s'était pas remis en cause. La raison en est qu'il s'est renforcé en se radicalisant, et en développant un nouveau paradigme que nous analyserons au chapitre suivant. Mais l'inertie du système est telle qu'il était devenu irréformable : il ne peut plus survivre qu'en aggravant sans cesse ce qui provoque des nuisances et du désordre. Le garde-fou du libéralisme politique ayant été très fortement affaibli, les mécanismes oligarchiques institués au cours des quatre décennies passées sont juridiquement, politiquement, économiquement et culturellement si engoncés dans les sociétés qu'ils ont fini par faire partie de leur être. Les voilà si puissants qu'ils sont très difficiles à démonter.

Un de ces mécanismes essentiels est que le capitalisme ne peut se maintenir qu'en détruisant. L'historien Immanuel Wallerstein parlait du « sale petit secret » du capitalisme³⁹ : ce secret, c'est l'externalisation des coûts écologiques. Le capitalisme ne veut pas payer les coûts des dégâts biosphériques qu'entraîne son fonctionnement. Il faudrait en effet changer les techniques de production pour ne plus générer de rejets toxiques, recycler tous ces rejets, remettre en état l'environnement abîmé ou détruit, voire parfois abandonner une production spécifique parce que trop polluante. Cela est coûteux et ces coûts pèsent sur le taux de profit, d'autant plus que la production augmente. Donc, on les « externalise », selon le mot des économistes, c'est-à-dire qu'on les sort du calcul économique de l'entreprise pour les faire porter, sans les évaluer, par la société. Ce « coût externe », ce sont les pollutions de toutes sortes ainsi que les atteintes à la biodiversité.

Les capitalistes ont donc choisi à la fin des années 1970, on l'a vu, d'abaisser autant que possible les normes environnementales et de déplacer la production vers les pays du Sud. Mais cette opération n'a fait qu'élargir les soucis, et c'est maintenant à l'échelle de la planète que le problème écologique se pose. Si bien que les coûts concernés deviennent colossaux et contraindraient, s'ils étaient assumés, à une refonte totale de l'économie. Les néolibéraux ont en quelque sorte impliqué tous les pays du monde dans leur sale petit secret.

Une autre façon de répondre au problème des externalités a été de prétendre le résoudre... par le marché. Il s'agissait, résume le philosophe Grégoire Chamayou, de « mettre les pollués en position d'acheter à leur pollueur leur droit de ne pas l'être, de marchandiser les droits, de privatiser la responsabilité⁴⁰ ». Le but, d'ailleurs, n'était pas tant de répondre au problème que d'éviter l'intervention publique par le biais de normes ou de taxes. Ainsi, en

1997, la nécessité de lutter contre le changement climatique a été reconnue avec le protocole de Kyoto. Mais son objectif en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre n'a été accepté par les négociateurs européens et américains que parce qu'il s'assortissait d'un recours au « marché du carbone », qui évacuait la possibilité d'une réduction par la norme. Ce dernier s'est révélé, comme on pouvait s'y attendre, totalement inefficace. Le « marché du carbone » n'avait servi que de leurre pour éviter toute mesure concrète.

La fiction des marchés de biens environnementaux a une autre fonction : étendre la logique de la propriété privée aux biens communs. Car, indépendamment de toute préoccupation relative au « sale petit secret », le capitalisme a besoin, pour réaliser toujours plus de profits, de faire croître sans arrêt l'économie et d'étendre sans cesse le règne de la marchandise. Il faut donc transformer ce qui n'appartient à personne ou qui appartient par choix collectif à tous en biens privés que l'on pourra vendre. Outre l'appropriation violente et fréquemment meurtrière des forêts ou des terrains miniers dans les pays du Sud, la privatisation par voie juridique va bon train. Une fois qu'est dépecé le patrimoine des entreprises appartenant à l'État, on entreprend la privatisation des biens de la biosphère : eau (gérée par des entreprises plutôt que par des collectivités locales), air (marché du carbone), biodiversité (compensation), fonds marins (ouverts à l'exploitation minière), terres (achat par des grandes entreprises), spectre électromagnétique (ondes pour les télécommunications), etc.

La dégradation écologique continue devient ainsi un moteur de la relance économique, de la croissance : en rendant rare ce qui était abondant, et donc sans prix, elle rend possible la marchandisation. Paradoxalement, tandis que la question écologique était un à-côté négligeable de l'économie au XIX^e siècle, puis une gêne et un coût supplémentaire au XX^e siècle, elle devient une condition de perpétuation de l'accumulation du capital.

Outre l'océan, l'espace extra-atmosphérique commence lui aussi à être privatisé : Elon Musk prévoit de lancer quarante-deux mille nouveaux petits satellites qui, en réfléchissant la lumière, vont rompre l'obscurité du ciel, au mépris des astronomes... et des humains qui regardent le cosmos⁴¹. De son côté, le Luxembourg a lancé une initiative pour garantir les droits des exploitants miniers sur la Lune ou autre astéroïdes⁴².

Mais la privatisation vise aussi les biens communs que sont la santé, l'éducation, la retraite, c'est-à-dire les trois garanties fondamentales conquises par les mouvements populaires depuis deux siècles.

Le vol organisé – pardon, les privatisations – se déroule souvent au nom d'un motif apparemment incontestable : il faut renflouer les caisses de l'État, ce même État qu'on a rendu impécunieux en le dépouillant de ses recettes. Est-il besoin de préciser que ces privatisations nuisent à l'intérêt général ? Pour ne prendre que deux exemples, la santé privatisée sous forme d'assurance aux États-Unis fait que ce pays dépense proportionnellement bien plus que la France pour des résultats inférieurs en termes d'espérance de vie. Quant à la privatisation de l'école et de l'enseignement supérieur, elle conduit à une société ségréguée où une élite se reproduit en provoquant la frustration des autres. Mais la privatisation peut avoir des bénéfices indirects pour les capitalistes : celle des retraites, aux États-Unis, rend les salariés dépendants des marchés financiers, puisque leur

épargne y est placée – tout en ayant considérablement abondé les marchés de ressources toujours bienvenues⁴³.

Cependant, l'inertie des structures oligarchisées et les politiques de prédation des biens communs ne suffisent pas à comprendre pourquoi le capitalisme maintient, malgré la catastrophe en cours, une telle confiance en lui-même. La raison en est qu'un nouveau paradigme s'est formé depuis le milieu des années 2000, élargissant celui du néolibéralisme d'une façon inattendue.

Le choix de l'apartheid planétaire

2008-2009 : le monde a frôlé le précipice. Dans la foulée de l'écroulement du système spéculatif américain, l'appareil bancaire et financier a failli chuter vers le néant, à l'image de ces financiers de 1929 qui se jetaient par la fenêtre plutôt que d'affronter leur faillite. Mais l'État, l'État bienveillant aux poches inépuisables, l'État vilipendé par les capitalistes, vint à sa rescousse. La logique aurait voulu que l'on refonde ensuite le système financier international et que l'État reprenne un rôle fort de contrôle. « Il faut un nouvel équilibre entre l'État et le marché », avait proclamé le président de la République française en septembre 2008⁴⁴. Une décennie plus tard, le cours des choses est revenu à sa normale capitaliste : l'État est décrié pour sa dette – largement augmentée en 2008-2009 pour sauver tout ce petit monde –, la Bourse atteint des sommets, les spéculateurs « investissent » à qui mieux mieux, les riches sont plus riches que jamais, on compte plus de deux mille milliardaires en 2020, soit deux fois plus qu'en 2007⁴⁵. Mais il s'est passé lors de cet épisode un phénomène plus subtil que l'obscène gonflement de la richesse : le capitalisme n'a pas seulement reconstitué sa position après avoir senti passer le vent du boulet, il s'est ré-armé idéologiquement.

Pour comprendre l'élaboration du nouveau paradigme capitaliste, il faut remonter au début des années 1990. Les temps étaient alors euphoriques : l'Union soviétique avait été vaincue, le monde semblait en paix, l'économie allait plutôt bien, et le tout jeune réseau internet commençait à déployer ses merveilles. Mais il ne comptait que vingt millions d'utilisateurs dans le monde⁴⁶ et, si toute la Silicon Valley avait compris que c'est dans le réseau que l'avenir se nichait, rien de décisif ne s'était encore produit. En 1994, de jeunes programmeurs dépenaillés croisèrent la route d'un routier de l'informatique, et ensemble ils créèrent Netscape autour de la conception d'un navigateur en ligne qui rencontra vite le succès. À peine seize mois plus tard, ils introduisaient Netscape à Wall Street : ce fut une réussite retentissante. Le soir même du 8 août 1995, la compagnie, qui n'avait généré que 17 millions de dollars de chiffre d'affaires en un an, était valorisée 2,1 milliards ! Comme le raconte un historien d'internet, Brian McCullough, « la Silicon Valley, Wall Street et Madison Avenue [l'avenue de New York où se concentrent les entreprises de publicité] ont

compris que quelque chose d'extrêmement nouveau et transformateur avait fait irruption⁴⁷ ». L'informatique sortait de l'imagerie de garages californiens peuplés de bricoleurs mangeant des pizzas devant leur clavier pour devenir une industrie qui pesait des milliards de dollars. Dans la Silicon Valley aussi, qui avait traversé une sorte de pause après le boom de la micro-informatique des années 1980, on sentit qu'un nouveau monde s'ouvrait, et qu'il avait pour nom... « argent ». Les investisseurs affluèrent : dès 1995, « plus de capital fut levé par les introductions en Bourse des firmes émergentes – 8,4 milliards de dollars – qu'en n'importe quelle année de l'histoire américaine de l'industrie », rapportait *Time*⁴⁸. Certains voyaient dans tout cela plus qu'une affaire d'argent, tel John Perry Barlow, qui rédigea en 1996, depuis le Forum économique mondial de Davos qui l'avait invité, la « Déclaration d'indépendance du cyberspace », jetant le gant au vieux capitalisme : « Gouvernements du monde industriel, vous géants fatigués de chair et d'acier, je viens du cyberspace, le nouveau domicile de l'esprit. [...] Nous créerons une civilisation de l'esprit dans le cyberspace. »

S'ensuivit une frénésie boursière en lien avec la création de milliers de start-up dans la vallée californienne : les actions s'arrachaient, les dollars coulaient à flots. Mais il y avait un problème : bien peu de ces jeunes pousses gagnaient vraiment de l'argent. La bulle internet se dégonfla et le Nasdaq, l'indice de Wall Street qui suit les valeurs technologiques, chuta de 78 % entre mars 2000 et octobre 2002⁴⁹. Des centaines de start-up disparurent. C'était la purge, mais internet comptait déjà cinq cents millions d'utilisateurs dans le monde⁵⁰, et tout rebondit vite : en octobre 2001, un mois après les attentats du 11 Septembre, Apple lançait l'iPod, un lecteur de musique innovant. C'est aussi en 2001 que Google – créé en 1998 et qui avait failli être emporté par la tourmente boursière – choisit, pour générer des recettes publicitaires, de valoriser les données que laissent à son moteur de recherche les utilisateurs : toutes celles que l'on transmet sans le savoir quand on tente de trouver une information sur un moteur de recherche (nombre et agencement des mots, formulation de la requête, durée de la requête, localisation, etc.) permettent par le calcul de générer des prévisions de clics à présenter aux annonceurs potentiels. Ce tournant majeur fit décoller l'entreprise. D'ailleurs, toute la galaxie internet continuait sa croissance rapide.

Un événement scientifique inattendu allait encore accélérer cette dynamique. Dans les années 1980, l'intelligence artificielle avait végété, après l'enthousiasme né durant les premiers développements de cette discipline. Mais le domaine reprenait des couleurs dans les laboratoires de recherche publics comme dans ceux de compagnies comme Google, Microsoft ou IBM, et en 2003, trois chercheurs, les Canadiens Geoffrey Hinton et Yoshua Bengio ainsi que le Français Yann Le Cun, remirent au goût du jour l'usage des réseaux neuronaux, qui avait été négligé depuis une décennie⁵¹. Elle prouva rapidement son efficacité, notamment pour la reconnaissance de la parole et la reconnaissance d'images. Et voilà qu'en 2010, après des années de progrès discrets, se produisit l'irruption du « *deep learning* » (apprentissage profond) : les trois chercheurs obtinrent un résultat décisif⁵². La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre et, en quelques mois, la technique trouvait ses premières applications concrètes. Elle avait surgi au bon moment : les capacités des

ordinateurs avaient suffisamment augmenté pour pouvoir traiter les longs algorithmes utilisés par le *deep learning*, et les grands de l'internet « social » comme Google, Facebook ou Amazon disposaient désormais d'énormes masses de données numériques sur leurs milliards d'utilisateurs. Le « *big data* » (masse de données) allait pouvoir nourrir le dispositif. Il faut en effet beaucoup d'exemples à l'intelligence artificielle pour apprendre. Se conjugaient ainsi une méthode nouvelle de pilotage (le *deep learning*), un moteur puissant (les ordinateurs) et un carburant abondant (les données). Un nouveau régime technologique était né.

Les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et bien d'autres l'enfourchèrent sans hésiter. Cela se traduit par leur véritable envol, que l'on peut mesurer par l'évolution du cours de leurs actions à Wall Street⁵³ : Google, créé en 1998, introduit en Bourse en 2004, entama son ascension en 2012 ; Amazon, créé en 1994, décolla à partir de 2009-2010 ; Facebook, créé en 2004, introduit en Bourse en 2012, commença à grimper en 2013 ; Apple, qui avait lancé l'iPhone en juin 2007 (on en compte deux milliards d'exemplaires en 2020), vit son action gravir la falaise à partir de 2009 ; Microsoft, qui avait connu une forte chute en 2002, redémarra en 2013.

Le grand public allait bientôt prendre conscience des capacités nouvelles de l'intelligence artificielle : en mars 2016, un programme réalisé par DeepMind, une filiale de Google, battait au jeu de go – une discipline intellectuelle réputée jusque-là la plus difficile pour un ordinateur – le champion du monde, le Coréen Lee Sedol. L'événement donna notamment un coup de fouet à Zhongguancun, dite la Silicon Valley chinoise, située à Pékin : à partir de ce moment, raconte l'informaticien Kai-Fu Lee, la Chine se lança à fond dans la course à l'intelligence artificielle⁵⁴.

Ce succès extraordinaire de l'« IA » offrait de la puissance financière à ses acteurs, renforçait leur foi dans la technologie et alimentait une vision de l'avenir forgée depuis les années 2000 dans la Silicon Valley.

Technologie über alles

Dans cet avenir rêvé, la technologie tient la place centrale, et plus précisément encore l'intelligence artificielle, vue comme le moyen essentiel de toutes les futures réalisations. Par le traitement d'un maximum de données possible, on est censé parvenir, avec l'IA seule ou en complément de l'action humaine, à résoudre toutes sortes de problèmes : diagnostiquer les maladies et les soigner, opérer à distance, créer des médicaments, rendre plus efficace l'agriculture, présenter le journal télévisé, prévoir la probabilité de crimes par suspect, autonomiser les drones, etc. En déployant la « 5G », une nouvelle norme de réseau de téléphonie mobile, et sa myriade d'antennes, on recueillera encore plus de données, permettant par exemple de lancer le véhicule autonome, tandis que les objets connectés – qui se compteront par dizaines de milliards – ouvriront la voie à des traçages toujours plus précis des individus et donc à de nouvelles applications.

La robotique, bien sûr, est un domaine de prédilection de l'IA et remplacera les humains dans de nombreuses tâches, alors que d'autres technologies – nanotechnologie, biotechnologie, science des matériaux, informatique quantique... – se développeront en interaction les unes avec les autres et grâce à la numérisation générale.

Les problèmes écologiques, même s'ils n'occupent qu'une place marginale dans la réflexion, seront résolus par la technique : voitures électriques, énergies renouvelables massives, géo-ingénierie, agriculture technicisée, absorption du CO₂, capture et séquestration du carbone, fusion nucléaire, OGM, viande synthétique, feront oublier les jérémiades des écologistes.

Bien plus que par le changement climatique, les acteurs les plus influents de la Silicon Valley sont préoccupés par le vieillissement des organismes et leur mort. Ils expriment là, en fait, une tendance profonde chez les hyper-riches, qu'illustre le travail photographique mené sur eux par Lauren Greenfield⁵⁵. Outre l'obsession de l'apparence et de l'exhibition des signes statutaires, dans une constante rivalité ostentatoire, on constate chez les riches, à partir d'un certain âge, le refus compulsif de vieillir et une focalisation sur les soins du corps et la chirurgie esthétique. Retarder le vieillissement est de même au cœur du projet technologique, qui prétend croiser la génétique avec les données de santé de dizaines de milliers de volontaires pour parvenir à déterminer ce que serait le génome d'un humain en parfaite santé. La suite logique sera de manipuler les cellules et les organismes – en espérant avec impatience être libéré de toutes les contraintes « étatiques » sur les recherches relatives aux cellules souches. Derrière la lutte contre le vieillissement se trouve le rêve de l'immortalité : « La guerre contre la mort est le projet phare du siècle prochain », écrit Yuval Noah Harari dans *Homo deus*, qui est une sorte de manifeste du nouveau capitalisme⁵⁶. Ce projet d'immortalité anime aussi bien Peter Thiel, un investisseur clé de la Silicon Valley qui a prévu d'être cryogénisé et prend des hormones de croissance pour vivre jusqu'à 120 ans, que Larry Page, un des fondateurs de Google, qui a investi dans Calico, une entreprise dédiée à la recherche sur la lutte contre le vieillissement, ou encore Mark Zuckerberg, cofondateur de Facebook, qui a lancé en 2013 le « Breakthrough Prize in Life Sciences » pour récompenser les recherches sur ce thème.

Autre obsession, en lien avec l'intelligence artificielle : hybrider humains et machines afin de créer des êtres dotés de plus grandes capacités – des « humains augmentés ». En effet, selon la théorie d'un des plus célèbres prophètes scientifiques de la Silicon Valley, Ray Kurzweil, l'intelligence des machines surpassera celle des humains dans quelques décennies. Cette vision, qui inspire l'optimisme des milliardaires de la Silicon Valley, repose sur une analyse cohérente menée par Kurzweil (embauché en 2012 par Google comme directeur de l'ingénierie⁵⁷) et exposée dans un ouvrage influent publié en 2005, *The Singularity Is Near*⁵⁸. Selon l'auteur, les innovations technologiques se développent maintenant à un rythme exponentiel, et les progrès dans une discipline irriguent tous les autres domaines en une fécondation croisée. Du fait de cette accélération, on peut prévoir l'avènement rapide de la « singularité », moment où la technologie évoluera si vite qu'elle dépassera les capacités

humaines. Il en tire une conclusion optimiste : du fait de ces évolutions très rapides de la technologie, la plupart des problèmes actuels seront résolus.

Dans cette optique, une façon pour les humains de ne pas être asservis par les machines sera de développer un « homme augmenté », en hybridant le corps avec des dispositifs artificiels – une option plus ambitieuse étant de transférer l'esprit de l'humain, décomposable selon cette théorie en une myriade d'informations, dans la machine. On peut imaginer des implants cérébraux, comme Larry Page⁵⁹, ou, à plus court terme, créer des sociétés de développement des interfaces cerveau-ordinateur, comme Elon Musk, qui a lancé à cette fin Neuralink en 2016. Cette vision globale s'exprime dans le transhumanisme, qui trouve son expression dans la Singularity University, créée par Kurzweil avec le soutien financier de Peter Thiel et de Google, parmi d'autres acteurs moins connus de la Silicon Valley.

Au total, un nouveau paradigme s'est ainsi mis en place dans la période qui a suivi la crise de 2008-2009. Le capitalisme a pu sauver le système financier sans avoir à le remettre en cause, puisque le scénario futuriste renforcé par les progrès de l'intelligence artificielle lui a redonné une vision de l'avenir, dans laquelle l'accumulation du capital ouvre un nouvel horizon. Cette perspective semble aussi offrir une réponse au problème écologique. Le capitalisme était relancé, et un de ses grands prêtres, Klaus Schwab, fondateur du rassemblement annuel de l'oligarchie mondiale qu'est le forum de Davos, l'exprimait ainsi en 2017 : « Nous sommes à l'aube d'une révolution technologique. » Après la machine à vapeur, qui a lancé la révolution industrielle, après l'électricité à la fin du XIX^e siècle, après l'électronique depuis les années 1970, nous voici engagés dans « la révolution numérique » : « Elle se caractérise par une fusion des technologies qui gomme les frontières entre les sphères physique, numérique et biologique. »⁶⁰

Ce n'est pas précisé par Schwab, mais cette révolution promet par ailleurs de relancer la machine à profits, puisque la marchandisation trouve là un nouveau champ d'expansion : outre les biens communs de la biosphère et de la société dont on a parlé plus haut, le capital va transformer les humains – ou du moins les milliers de traces qu'ils laissent au long de leur existence numérique – en données à transformer et à vendre. De même, l'on attend de l'intelligence artificielle « des gains de productivité tels que la planète n'en a pas connu depuis la révolution industrielle », assure Kai-Fu Lee⁶¹.

Vouloir l'espace et oublier la Terre

Cette vision technologique de l'avenir se prolonge chez certains, et non des moindres, par l'idée que le destin de l'humanité est d'aller coloniser la galaxie. Jeff Bezos, le patron d'Amazon et l'homme le plus riche du monde, a ainsi créé en 2000 une société, Blue Origin, dans le but de préparer l'accès à l'espace extra-atmosphérique. Elle développe des lanceurs et des moteurs cryogéniques, et a entamé une coopération avec la Nasa. Bezos injecte personnellement chaque année un milliard de dollars dans la compagnie spatiale.

« Blue Origin est mon travail le plus important, explique-t-il. Je ne veux pas que les petits-enfants de mes arrière-petits-enfants vivent dans une civilisation stagnante. Imaginez le scénario alternatif : que nous sortions vers le système solaire. Des trillions d’humains pourraient vivre dans le système solaire. C’est le monde que je veux que connaissent les petits-enfants de mes petits-enfants⁶². » Le site de la compagnie spatiale précise la démarche : « La vision de Blue Origin est celle d’un avenir où des millions de personnes vivent et travaillent dans l’espace. Afin de préserver la Terre, notre maison, pour les petits-enfants de nos petits-enfants, nous devons aller dans l’espace pour exploiter ses ressources et son énergie illimitées. Si nous pouvons réduire le coût de l’accès à l’espace grâce à des lanceurs réutilisables, nous pouvons tous permettre cet avenir dynamique pour l’humanité⁶³. » En janvier 2020, Jeff Bezos a inauguré le nouveau quartier général de Blue Origin à trente kilomètres du siège d’Amazon, qui est situé à Seattle. Le nom de Gerard O’Neill a été donné au bâtiment⁶⁴.

Gerard O’Neill est peu connu, mais l’inspirateur de Jeff Bezos était un physicien de haut niveau. Disparu en 1992, il était passionné par l’exploration spatiale. Dans son livre paru en 1976, *Les Villes de l’espace*, il détaille son projet d’énormes cylindres pouvant emporter un million de personnes dans l’espace et de centrales solaires orbitales⁶⁵. O’Neill parlait de l’analyse que la Terre était surpeuplée et que l’énergie était la clé de la prospérité et de la croissance. Pouvait-on imaginer que pour faire face à l’augmentation du nombre d’humains sur la planète on limiterait la croissance ? Non, affirmait le physicien. La seule solution était d’abandonner le « chauvinisme planétaire », l’idée que l’humanité ne pouvait vivre que sur Terre, et de se projeter dans l’espace. Le livre, lu dans sa jeunesse par Bezos, l’a fortement marqué, et il en reprend le projet dans ses interventions publiques, en se présentant comme un fervent partisan de la croissance infinie : il faut s’affranchir des limites de la Terre en partant vers le cosmos.

De son côté, Elon Musk – par ailleurs concepteur des voitures électriques Tesla – a développé SpaceX depuis 2002, entreprise qui a mis au point des lanceurs opérationnels et a commencé à lancer une constellation de satellites visant à fournir un accès à internet en tout point de la Terre. La colonisation de Mars (si possible par un million d’humains) est un autre souhait de Musk. Il a expliqué au journaliste Tim Urban pourquoi elle était nécessaire : des catastrophes telles qu’a déjà connues la vie sur Terre, et qui ont provoqué cinq extinctions massives d’espèces, pourraient se reproduire et anéantir l’espèce humaine. Il est donc nécessaire de préparer un autre lieu pour l’humanité. Et de lister les causes possibles de catastrophes : une pandémie massive, la chute d’un astéroïde, l’explosion d’une supernova, le renversement du champ magnétique terrestre⁶⁶ ...

L’idéologie des surhommes

Certains pourraient être tentés de ricaner de cette utopie. Ils auraient tort : les hommes en question ont fait leurs preuves dans leurs domaines, et on doit prendre leurs idées au sérieux. Elles s'inscrivent d'ailleurs dans un fonds futuriste qui a parcouru tout le xx^e siècle, surtout aux États-Unis, alimenté aussi bien par des recherches scientifiques de haut niveau que par la littérature de science-fiction, qui constitue un pan incontournable de la culture de l'époque. La nouveauté tient au fait que cette vision s'exprime de façon finalement cohérente, et réussit à influencer fortement le champ politique, puisqu'elle forme, de manière plus ou moins explicite, le paradigme d'un capitalisme renouvelé, et radicalement contraire à la pensée écologiste qui s'est formée depuis les années 1960 sur le postulat des limites biosphériques.

Un volet crucial du techno-capitalisme est la vision de la société qu'il implique. Celle-ci admet sans sourciller que l'humanité sera séparée en deux : ceux qui s'en sortiront, notamment par les solutions techniques, et les autres, ballottés par les désordres du climat et les diverses calamités que le miracle technologique n'aura pas empêchés à temps. Cette projection ne vise pas à embarquer tout le monde, et ne prétend pas, même, faire croire que le futur ainsi conçu pourrait bénéficier à tous. Emmanuel Macron a résumé la pensée profonde de la classe dominante par une phrase prononcée dans un temple du high-tech : il y a « les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien⁶⁷ ». C'est une conception élitiste, qui reflète la conception inégalitaire imprégnant le milieu des technophiles de la Silicon Valley et de certains pays. « Une vie low cost pour la majorité, une vie d'opulence pour quelques rares élus. Une élite pour diriger » : telle est la conception, résume avec justesse le journaliste Fabien Benoit⁶⁸. Si l'image fondatrice de la Silicon Valley reste parfois associée à l'esprit libertaire de la Californie des *sixties*, c'est en fait la version libertarienne du néolibéralisme qui forme le fonds de sa culture politique : rejet de l'interventionnisme étatique, culte de l'individu totalement libre, concurrence et performance.

En ce qui concerne l'intelligence artificielle, même si la vision de la fusion avec la machine reste discutée, il ne fait de doute pour personne que sa généralisation souhaitée va supprimer de très nombreux emplois. Bill Gates estime que « la technologie va réduire la demande en emplois, particulièrement au bas de l'échelle des compétences » : « Dans vingt ans, la demande de main-d'œuvre pour beaucoup de compétences sera substantiellement plus faible. Je ne pense pas que ce soit intégré dans le modèle mental des gens. »⁶⁹ « Nos emplois vont être menacés à brève échéance, confirme Fai-Ku Lee, bien plus tôt que ne l'avaient prévu la plupart des experts. Ce cataclysme va frapper les cadres comme les ouvriers, les salariés hautement qualifiés comme les travailleurs faiblement instruits⁷⁰. » Cette évolution jugée inéluctable a été formalisée par un économiste libertarien, Tylor Cowen : les nouvelles technologies permettront de sortir de la stagnation économique, mais elles généreront un clivage fort dans la société⁷¹. 15 % de la population seront compétents pour travailler avec l'intelligence artificielle, ou pour s'occuper de la gestion et du marketing. Ces 15 % seront plus riches que jamais, en vertu de leurs mérites – Cowen célèbre la « méritocratie ». Ils seront assistés par une partie de la population qui leur fournira des services. Quant aux autres, les « sans-classe », ils végéteront dans une sorte de marasme indéfini mais dont les perspectives ne sont pas réjouissantes.

Yuval Noah Harari, lui, est encore plus franc. « Au XXI^e siècle, affirme-t-il, ceux qui prennent le train du progrès acquerront des capacités divines de création et de destruction ; qui reste à la traîne sera voué à l'extinction. » Il y aura « une petite élite privilégiée d'humains augmentés ». « Ces surhommes jouiront de capacités inouïes et d'une créativité sans précédent, ce qui leur permettra de continuer de prendre nombre des décisions les plus importantes du monde. Ils rendront des services cruciaux au système, qui ne pourra ni les comprendre ni les gérer. Mais la plupart des humains ne seront pas augmentés et formeront donc une caste inférieure, doublement dominée par les algorithmes informatiques et les nouveaux surhommes. »⁷² Bienvenue dans le nouveau capitalisme.

En 1998, j'avais publié *La Révolution biolithique. Humains artificiels et machines animées*⁷³. J'y avais exploré la plupart des techniques qui forment le fond du projet néocapitaliste et que je n'ai évoquées que rapidement ici. Si bien que j'ai retrouvé dans la mise au jour du nouveau paradigme capitalisme les germes techniques et scientifiques qui se déployaient à cette époque, y compris la perspective spatiale, qui concluait l'ouvrage. Ce qui a fait basculer le concept biolithique (une nouvelle ère dominée par les techniques mariant le vivant au minéral) est le tournant de l'intelligence artificielle, qui s'est appuyé sur le renouveau de la technique des réseaux de neurones. Mais j'invitais déjà à articuler le développement technologique avec ses enjeux sociaux. Il faut se demander à quelle organisation sociale, à quels rapports entre les humains correspondent tel ou tel type de corps, tel ou tel type d'imbrication des machines dans les rapports sociaux. Les capitalistes ont donné la réponse : des rapports de domination et de mépris. La technologie ne sera pas discutée, elle s'imposera. Et cette vision de surhommes, cette conviction d'avoir l'intelligence de son côté, cette violence symbolique – et pas que symbolique, ainsi qu'on le verra au chapitre suivant – porte un nom : apartheid, ce mot qui, le rappelait Nelson Mandela, « signifie “séparation”⁷⁴ ». C'est bien un apartheid qui se met en place, comme l'avait déjà vu avec pénétration en 1992 Michel Beaud, un historien du capitalisme qui s'intéressait aussi à l'écologie : « Pour quiconque regarde autour de lui, cette évolution vers l'instauration d'un “apartheid” à l'échelle planétaire est déjà bien engagée : cet apartheid ne sépare pas le Nord et le Sud, mais, au Nord comme au Sud, les espaces réservés aux riches (eau, air, verdure, produits de qualité, calme et parfois beauté) et ceux où sont cantonnés les pauvres (où on peut manquer de l'essentiel : l'eau potable, l'air sain, les conditions minimales d'hygiène)⁷⁵. »

Cette séparation commence déjà à s'accentuer avec le changement climatique. Car, bien sûr, les technologies miracles censées enrayer la catastrophe écologique sont bancales dès qu'on les examine dans le détail, elles ne pourraient répondre qu'à une partie du problème, et leur mise en œuvre éventuelle ne correspond simplement pas aux échéances qui nous sont maintenant posées. On peut établir des colonies au large de Vénus, mais ce n'est pas en 2300 que nous avons un problème, c'est en 2030. Les capitalistes de la Silicon Valley le savent d'ailleurs bien : ils ne se font pas d'illusion sur notre capacité à ne pas dépasser le seuil des 2 °C de réchauffement. Vantant l'intelligence artificielle en étant discret sur sa consommation énergétique – l'IA de Google qui a battu le champion de go consomme près de 440 000 watts par heure, un cerveau humain 20 watts⁷⁶ –, ils se préparent, comme tout riche, des canots de

sauvetage face au réchauffement. Mark Zuckerberg et Larry Ellison, cofondateur d'Oracle, ont leur refuge à Hawaï⁷⁷, et Peter Thiel a demandé la nationalité néo-zélandaise, celle d'un pays où il possède deux propriétés. La paisible Nouvelle-Zélande a d'ailleurs la cote auprès de tous les fuyards de la catastrophe⁷⁸. Selon Reid Hoffman, fondateur de LinkedIn, plus de 50 % des milliardaires de la Silicon Valley ont, dans cette grande île du Pacifique ou autre part, une telle « assurance apocalypse »⁷⁹.

En fait, la vision du monde du néo-capitalisme correspond à celle du film *Zardoz*, de John Boorman, sorti en 1974. Il décrit une Terre post-apocalyptique sur laquelle la population humaine est divisée entre les Éternels, des humains ayant atteint l'immortalité grâce à la technologie, et les Brutes, qui vivent dans une terre ravagée et fournissent de la nourriture aux Éternels. Ceux-ci vivent dans des régions isolées du reste du monde par un mur invisible et passent une existence luxueuse mais apathique. C'est l'avenir que dessinent les capitalistes, et qui justifie le mot fort de Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, dans un rapport de 2019 : « Un scénario d'apartheid climatique dans lequel les riches paient pour échapper à la surchauffe, à la faim et aux conflits, tandis que le reste du monde est laissé pour compte⁸⁰. »

Le capitalisme policier

De la même manière que nous ne vivons pas une crise écologique, mais une catastrophe écologique, nous n'expérimentons pas une crise de la démocratie, mais une guerre du capitalisme contre les peuples. Cette guerre se déploie à bruit plus ou moins bas par des dispositifs dont la répression violente n'est que la face la plus visible. Pourquoi cette évolution ? Parce que la promesse d'abondance matérielle et de bien-être qui nourrissait le consentement au capitalisme depuis son moment fordiste, au début des années 1920, ne trompe plus les peuples. L'imaginaire d'apartheid technologique, qui exclut la plupart des habitants de la planète, ne peut pas les faire rêver, l'inégalité toujours plus grossière devient insupportable, les blessures qu'inflige la catastrophe écologique se multiplient.

Que le capitalisme soit violent n'est pas une nouveauté. Il a fondé son développement sur une violence systémique, en considérant les humains comme des marchandises : le commerce d'esclaves vers l'Amérique a concerné plus de treize millions d'Africains entre 1500 et 1900⁸¹. Ces derniers ont notamment été employés dans la culture de la canne à sucre, qui a joué un rôle crucial dans le décollage économique de l'Europe, ainsi que l'a montré l'historien Kenneth Pomeranz⁸². La conquête de l'Ouest américain s'est, quant à elle, réalisée au prix d'un génocide des peuples indigènes, tandis que l'exploitation des colonies se perpétrait au XIX^e siècle dans des conditions effroyables, comme au Congo pour ne citer que le pire exemple. La répression du mouvement ouvrier a aussi été meurtrière, la plus impitoyable s'étant exercée contre la Commune de Paris, en 1871, écrasée au prix de quelque vingt mille morts.

Le XX^e siècle a connu une relative pacification des rapports de domination sociale, si l'on admet que les deux guerres mondiales relevaient d'un autre registre. Mais l'emploi de la force la plus brutale s'est abattu sur le Chili en 1973, avec un coup d'État qui a causé plus de trois mille morts et enclenché, on l'a vu, la première application concrète du néolibéralisme. Pourquoi le capitalisme redevient-il violent ?

D'abord parce que l'extension de la marchandisation à tous les domaines possibles de la biosphère, qu'on a évoquée au deuxième chapitre, suscite une résistance croissante des populations locales, souvent indigènes. Les terres les plus lointaines, jusque-là laissées de

côté par le capital, sont maintenant assaillies. Et pour imposer des mines, développer les cultures industrielles, implanter des centaines d'éoliennes, forer de nouveaux gisements de pétrole, il faut abattre la résistance avec d'autant plus de brutalité que les agressions se produisent le plus souvent loin des regards. Entre 2002 et 2017, plus de mille cinq cents personnes dans cinquante pays, engagées dans la défense de forêts, de réserves d'eau ou d'autres ressources naturelles, ont été tuées, rapporte une étude parue dans la revue scientifique *Nature Sustainability*⁸³. La violence contre des écologistes commence à s'exercer dans les pays du Nord, comme en France en octobre 2014 avec l'homicide de Rémi Fraisse par des gendarmes, ou en Allemagne en septembre 2018 avec la mort de Steffen M. dans la forêt de Hambach, lors de l'évacuation de celle-ci par la police⁸⁴.

Les États de l'oligarchie sont confrontés par ailleurs à des révoltes de plus en plus nombreuses : entre 2011 et 2019, les émeutes, les grèves générales et les manifestations antigouvernementales se sont accrues de 244 %, selon le *Global Peace Index*. L'Europe est la région où l'on a compté le plus de ces rébellions – mille six cents sur la même période⁸⁵.

Un paradoxe est que la répression alimente la révolte. Son coût augmentant dans le budget de l'État et des entreprises, à la mesure de leurs inquiétudes face aux émotions populaires, sans accroître le bien-être et sans procurer de satisfaction matérielle, elle se fait au détriment d'autres dépenses utiles – santé, éducation, filet de sécurité pour les plus pauvres. Cela accroît la frustration du corps social, et fortifie les raisons de se rebeller – ou de tomber dans la délinquance, ce qui suscitera d'autres désordres. L'économiste Gabriel Zucman a ainsi constaté, en partant des données du Bureau officiel des statistiques des États-Unis, que les dépenses publiques concernant la police, les prisons et la justice y ont doublé depuis 1970, pour atteindre 2 % du revenu national, tandis que les dépenses sociales fédérales (assistance aux familles pauvres, bons alimentaires, aides aux handicapés) sont tombées à 0,8 % du revenu national. Alors qu'elles partaient toutes deux d'un même niveau (1 % du revenu national) en 1970, les dépenses « de sécurité » pèsent maintenant outre-Atlantique deux fois et demie plus lourd que les dépenses sociales⁸⁶.

La soif du profit, ce ressort fondamental du capitalisme, joue aussi son rôle dans la guerre contre les peuples. Car le secteur de la « sécurité » est profitable : son marché augmente au niveau mondial (dépenses de cybersécurité et anti-incendies incluses) de 8,3 % par an (en 2018) et pèse plus de 800 milliards d'euros⁸⁷. Les prisons constituent de même un marché très prospère, notamment aux États-Unis, où la population carcérale a été multipliée par sept en trois décennies⁸⁸. Tout comme les mercenaires ont besoin que les guerres, dont dépendent leur solde et leur fortune, continuent, le complexe industrialo-policier fait pression pour que l'on dépense toujours plus dans « la loi et l'ordre ».

La troisième raison qui pousse à un raidissement de la répression et du contrôle a un lien avec les effets du changement climatique. Le *Global Peace Index* relève que le nombre de catastrophes dites naturelles a triplé depuis 1980 et que plus de deux milliards de personnes vivent déjà dans des régions en état de stress hydrique, tandis que la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) observe depuis 2015 une remontée du nombre de personnes souffrant de la faim⁸⁹. Il est maintenant établi que les détériorations de

l'environnement sont devenues les premières causes des migrations, devant les facteurs économiques et politiques, et l'on s'attend à une progression forte du nombre de migrants climatiques, qui se compteront par dizaines de millions dans les prochaines décennies⁹⁰. Si les conséquences géopolitiques de la catastrophe écologique restent encore discutées, il fait peu de doute pour les experts et les états-majors qu'elles seront importantes, particulièrement pour les États les plus pauvres et les moins solides⁹¹. Ce qui conduit à une aggravation si on laisse la catastrophe se développer. D'abord par un renforcement des frontières entre les pays du Nord et les pays du Sud pour refouler les migrations (comme en Europe avec la Méditerranée, aux États-Unis avec le Mexique, mais aussi en Inde avec le Bangladesh). Puis par un scénario que Christian Parenti, un journaliste américain, a exploré attentivement. Selon lui, un type d'adaptation au changement climatique est « en cours, que l'on pourrait appeler la politique du *canot de sauvetage armé* : répondre au changement climatique en armant, excluant, oubliant, réprimant, contrôlant et tuant. On peut imaginer l'émergence d'un autoritarisme vert dans les pays riches, alors que la crise climatique plonge le tiers-monde dans le chaos. Déjà, tandis que le changement climatique alimente la violence sous forme de crime, de répression, de troubles civils, de guerre et même d'effondrement de l'État dans le Sud, le Nord réagit par un nouvel autoritarisme. Le Pentagone et ses alliés européens planifient activement une adaptation militarisée, qui met l'accent sur l'endiguement à long terme et sans limite des États en déliquescence ou défailants. Cette sorte de "fascisme climatique", politique basée sur l'exclusion, la ségrégation et la répression, est horrible et vouée à l'échec ». Parenti plaide pour une autre logique, qui privilégierait la réduction des émissions de gaz à effet de serre : « Si on laisse le changement climatique détruire des économies et des nations entières, il n'y aura jamais assez de murs, d'armes à feu, de fils barbelés, de drones aériens armés ou de mercenaires déployés en permanence pour protéger une moitié de la planète de l'autre. »⁹² Il a sans doute raison. Mais ce n'est pas le chemin que prennent les capitalistes.

Le rempart du capitalisme

À court terme, c'est surtout le maintien de l'ordre dans leurs propres pays qui préoccupe les oligarchies du Nord. Il est toujours préférable d'obtenir l'obéissance que d'avoir à réprimer. Mais les circonstances obligent l'oligarchie à solliciter de plus en plus fréquemment la violence d'État. Si, dès les années 1980, Margaret Thatcher avait recouru à la force policière la plus extrême pour mater la grande grève des mineurs de 1981-1983 et le mouvement d'indépendance nord-irlandais, c'est à partir de 1998 que la répression a commencé à se durcir face au mouvement altermondialiste qui avait empêché la tenue du sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle et manifestait lors des autres sommets du G7. Les attentats du 11 septembre 2001 (puis en France les attentats de 2015 et la pandémie de 2020) ont permis de faire accepter une évolution du droit faisant régresser les libertés publiques.

Le contrôle des révoltes sociales s'est opéré selon trois axes. D'une part, un renforcement continu de l'arsenal des armes utilisées par la police à partir du concept d'« armes non létales », officialisé aux États-Unis en 1996⁹³. Vaporisateurs de gaz poivre, pistolets à impulsion électrique Taser, Flash-Ball puis « lanceurs de balles de défense », grenades de désencerclement, grenades assourdissantes, canons à eau, véhicules blindés, lanceurs multi-coups, sont ainsi venus s'ajouter au gaz lacrymogène et à la matraque anti-émeutes des policiers, dont l'équipement protecteur était de même renforcé⁹⁴. D'autre part, la doctrine d'emploi de la police a changé en France, un des États occidentaux où la conflictualité sociale est la plus vive et les pouvoirs les plus indifférents aux vieilles notions d'État de droit. Abandonnant les idées de maîtrise des manifestations, en vigueur depuis plusieurs décennies et qui visaient à canaliser la foule et à la tenir à distance, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a impulsé dans les années 2000 une logique interventionniste, créant des unités mobiles visant à aller « au contact » pour impressionner les manifestants et les dissuader à l'aide de ces nouvelles armes dites non létales⁹⁵. Cette politique violente s'est exprimée sans retenue dans les quartiers populaires, où le ministre promettait de « nettoyer la racaille au Kärcher ». Et a conduit en 2005 à la mort de deux jeunes poursuivis par la police à Clichy-sous-Bois, Zyed Benna et Bouna Traoré, déclenchant des émeutes qui ont contraint l'État à décréter, pour la première fois depuis les années 1960 en métropole et depuis 1985 en

Nouvelle-Calédonie, l'état d'urgence. La pression n'a cependant pas été relâchée à l'encontre des quartiers où vivent nombreux les Français d'origine étrangère. Enfin, les lois ont été constamment aménagées à partir de 2001 dans tous les pays pour renforcer les pouvoirs de contrôle et de surveillance par l'État au nom de la lutte contre le terrorisme.

Une conséquence de ce tournant répressif est une augmentation du nombre de morts par la police depuis 2010, selon la base de données établie par le site d'information *Basta !*⁹⁶. Si c'est surtout dans les quartiers dits populaires que ces homicides ont eu lieu, la violence policière a commencé à en déborder, et s'est déchaînée lors du mouvement des Gilets jaunes, en 2018-2019, durant lequel on a compté, selon le journaliste David Dufresne et le collectif Désarmons-les, entre deux mille et trois mille personnes blessées – dont quatre-vingt-deux blessés graves, dix-sept éborgnés, ainsi que quatre mains arrachées⁹⁷. Les forces de police, majoritairement favorables au Rassemblement national⁹⁸, en sont même venues, au moment où l'homicide de l'Afro-Américain George Floyd à Minneapolis en mai 2020 provoquait des manifestations massives contre les violences policières aux États-Unis et dans d'autres pays, à réclamer bruyamment le droit de pouvoir continuer à étrangler les gens – une méthode d'arrestation indispensable, selon eux. On en est là : revendiquer le fait de pouvoir étrangler et éborgner, sans que cillent les élites et leurs roquets médiatiques.

La répression judiciaire des mouvements populaires accompagne le renforcement de la police. En France, les Gilets jaunes ont suscité un nombre sans précédent de condamnations, plus de trois mille, avec plus de mille peines de prison ferme⁹⁹. Dans des cas spécifiques, la justice s'est aussi dotée de moyens considérables quand bien même elle est en pénurie pour ses tâches utiles : ainsi est menée à l'encontre de militants opposés au projet de stockage de déchets nucléaires dans la Meuse une enquête judiciaire démesurée, ayant conduit, pour un coût de plus d'un million d'euros, à la mise sous contrôle judiciaire de dix personnes, à l'écoute cumulée de seize ans de conversations téléphoniques, à l'examen de plus de quatre-vingt-cinq mille conservations et messages, à l'écoute durant de longs mois de vingt-neuf personnes, et même de journalistes et d'avocats, ainsi qu'à la mise en examen d'un avocat. Et tout cela sans qu'aucune des personnes ainsi sanctionnées ou écoutées puisse se voir, en juin 2020, reprocher un délit concret¹⁰⁰. Mais c'est la « Loi », puisque les lois scélérates, comme ici celle instituant le délit d'« association de malfaiteurs », permettent de poursuivre à peu près n'importe qui¹⁰¹.

Par ailleurs, la prison est un organe de domination essentiel. Dans de nombreux pays occidentaux s'est produite une montée des taux d'incarcération depuis le début des années 2000, le record étant très largement atteint par les États-Unis, dont l'univers pénitentiaire enferme plus de deux millions de personnes¹⁰², sans compter les camps où sont retenus les migrants illégaux. La proportion du nombre de détenus sur la population générale y est la plus élevée au monde, avec près de sept cents prisonniers pour cent mille habitants¹⁰³. Cette évolution reflète bien plus une volonté d'exercer un contrôle social par un alourdissement des peines que celle de répondre à une menace délinquante sur la société. Ainsi, les Pays-Bas ont divisé par deux le nombre de personnes qu'ils emprisonnent¹⁰⁴, tout en voyant la délinquance

diminuer nettement. La clé : une justice moins obsédée par la sanction et un programme de réhabilitation psychiatrique¹⁰⁵.

Les menaces juridiques contre la presse indépendante sont une autre façon d'exercer un contrôle social. Le jour même où je commençais à écrire ce chapitre, un journaliste de *Reporterre* était gardé à vue pendant dix heures, alors qu'il avait couvert une action de militants écologistes sur l'aéroport d'Orly¹⁰⁶. Cet exemple de criminalisation du travail d'information des journalistes est un cas parmi cent : agressions, voire blessures, par des policiers lors de manifestations, arrestations arbitraires et convocations se banalisent en France. Mais c'est dans toute l'Europe, relève le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias, que l'on observe une montée des pressions sur les journalistes : violences en manifestation (France, Espagne, Grèce, Royaume-Uni, etc.) ; loi menaçant de sanctions la prise de photos de policiers (Espagne) ; saisie d'images ou de matériel de journalistes (Royaume-Uni, Allemagne) ; refus d'accréditation au sommet du G20 en Allemagne en 2017 parce que les journalistes concernés étaient supposés avoir une certaine tendance politique ; atteinte à la protection des sources (Allemagne, Irlande)¹⁰⁷.

La quatrième révolution... de la surveillance

Si tous les procédés juridiques et policiers de répression et de contrôle se durcissent, faisant toujours plus reculer la lettre et l'esprit de l'État de droit, les pouvoirs les complètent par les outils créés par la « quatrième révolution industrielle », qu'on pourrait aussi bien appeler « révolution de la surveillance ». On préfère éviter de meurtrir les corps et les esprits si l'on peut obtenir l'obéissance par des moyens plus subtils : la technologie, entrant plus aisément dans les habitudes sociales, est de ce point de vue l'outil idéal. Les merveilleuses inventions de la Silicon Valley et d'ailleurs ne promettent ainsi pas seulement d'aller sur Mars, mais d'élargir l'éventail des dispositifs de surveillance, ce qui réjouit l'esprit policier de l'oligarchie.

Un objectif essentiel est de convaincre les citoyens d'accepter de livrer, dans l'espace public comme dans les interactions de chacun (commerces, relations avec les administrations, etc.), au nom de la sécurité et de la simplification des démarches, des données relatives à leur identité. Aucune n'est en soi importante, mais leur accumulation – où va la personne, dans quel magasin elle entre et combien de temps elle y reste, ce qu'elle achète, quels sites elle consulte... – permet de rattacher le comportement d'un individu à un profil type, offrant la possibilité d'agir sur lui ou de l'influencer.

L'idéal rêvé dans cette optique est la « ville intelligente » (*smart city*), fourmillant de capteurs pour recueillir des données sur tous les mouvements et actions, pour mieux gérer les réseaux collectifs (transports, électricité, eau, déchets) et les équipements publics tels que les écoles ou les hôpitaux. Cela implique de fait un traçage généralisé, tandis que les maîtres de l'usage des données y gagneraient une connaissance fine des comportements collectifs

comme des activités de chaque personne participante. Si la généralisation de ce type de système était acceptée, il serait très difficile à des individus de les refuser, de la même manière que le téléphone portable – au demeurant, un outil essentiel de cette prospective numérique – est devenu une quasi-norme sociale. Toute technologie numérique présentée comme devant simplifier la vie quotidienne est en fait un moyen supplémentaire de contrôle.

Un des dispositifs ouvrant ce chemin est la biométrie. Il s'agit de la reconnaissance des individus par une de leurs caractéristiques biologiques : leur image ou leur voix est comparée avec son enregistrement préalable dans une base de données ou avec des enregistrements d'autres personnes. La technique biométrique la plus marquante est la reconnaissance faciale, améliorée continûment dans ses performances par l'intelligence artificielle. Elle peut servir dans les aéroports, au passage des frontières, pour valider des achats (le visage devenant l'équivalent du code secret d'une carte de crédit ou du mot de passe), pour l'accès à des zones sensibles, etc. Elle peut aussi être utilisée, bien sûr, dans le contrôle des individus ou les enquêtes de police, en couplage avec la généralisation de la vidéosurveillance ou des caméras des policiers : la reconnaissance faciale permet d'identifier les participants à une manifestation et de les inscrire dans une base de données¹⁰⁸. Elle pourrait en outre être intégrée dans les panneaux publicitaires ou dans les panneaux d'information, non cette fois pour identifier les gens qui les regardent, mais pour observer et analyser leurs réactions et comportements¹⁰⁹.

Le traçage des téléphones est également un moyen de surveillance efficace. Les données de géolocalisation enregistrées par les antennes-relais rendent en effet possible aussi bien d'analyser les flux de déplacements dans un espace que de savoir, pour chaque téléphone, d'où il vient, combien de temps il reste à un endroit, où il se déplace ensuite, quel autre téléphone il côtoie¹¹⁰. La pandémie de 2020 a permis de lancer dans plusieurs pays des applications afin d'identifier les rencontres possibles avec des personnes contaminées, capables d'envoyer des messages – des ordres... – en cas de besoin¹¹¹. La santé ouvre grand la porte à la généralisation des contrôles : c'est sans guère de réticence que les gens s'y soumettent.

Un autre usage policier du téléphone est d'y implanter, bien sûr sans l'avis de l'utilisateur, un logiciel espion pouvant lire à distance les messages, photos et mots de passe qu'il recèle, d'enregistrer les conversations et de le localiser. Un tel logiciel, Pegasus, mis au point par la société israélienne NSO Group, est déjà utilisé par une trentaine de gouvernements afin de surveiller des trafiquants de drogue, mais aussi des opposants ou des journalistes. Les applications de l'intelligence artificielle en matière de reconnaissance vocale sont par ailleurs bien pratiques pour décrypter les enregistrements des conversations écoutées par la police.

De leur côté, les drones et micro-drones sont de plus en plus souvent utilisés en matière de surveillance, les caméras dont ils sont munis permettant d'identifier ou de filmer les personnes, tandis que des haut-parleurs peuvent transmettre telle ou telle injonction à distance.

Les robots sont, eux aussi, promis à un bel avenir, tels ceux de l'entreprise californienne Knightscope qui ont été adoptés par différentes polices locales aux États-Unis depuis 2018. Munis de caméras et de capteurs, ils effectuent des rondes autonomes dans les parcs ou dans les rues – vingt-quatre heures sur vingt-quatre, soit bien plus que ces humains qui ont besoin de se reposer. La caméra permet de scruter les passants – repérant, par exemple, une personne qui ne respecterait pas une assignation à résidence – ou les plaques d'immatriculation des voitures pour les comparer au fichier des véhicules volés¹¹². À Singapour, c'est un robot à quatre pattes, imitant un chien, qui a fait ses premières sorties dans un parc durant la pandémie de 2020, patrouillant afin de rappeler aux flâneurs les règles de distance de sécurité¹¹³. L'armée américaine développe de surcroît les robots à usage militaire, dont certains pourraient être dotés de la capacité de tuer des adversaires, violant la célèbre loi de la robotique posée par l'écrivain de science-fiction Isaac Asimov, « un robot ne peut porter atteinte à un être humain ». Comme l'observe un expert, « la recherche sur les robots autonomes militaires est intimement liée à tous les autres aspects de l'autonomie en IA. En produisant les véhicules Tesla, Elon Musk aide l'armée à progresser sur ses propres armes¹¹⁴ ».

En ce qui concerne la surveillance policière numérisée, la Chine a des années d'avance sur les États occidentaux. Ce régime est présenté par des spécialistes, tels ceux réunis à Paris dans un séminaire de la Maison des sciences de l'homme, comme un « néo-totalitarisme [...] qui s'appuie sur les techniques numériques¹¹⁵ ». Un politologue norvégien, Stein Ringen, trouvant à juste titre que le mot « totalitarisme » est problématique, a inventé le terme « contrôlocratie » pour qualifier le régime de Xi Jinping¹¹⁶. Quoi qu'il en soit, les techniques numériques sont activement mises en œuvre pour contrôler étroitement la population, au sein de laquelle on compte plus de huit cents millions d'internautes. Le gouvernement a lancé un projet de télésurveillance appelé « Bouclier d'or ». Il fonctionne à partir de bases de données, décrit la sinologue Aurélie Bayen¹¹⁷, « avec accès immédiat aux dossiers d'identification de chaque citoyen et des liens vers les réseaux de caméras dotées de logiciels de reconnaissance faciale ». Cent soixante-dix millions de caméras « intelligentes » interconnectées seraient installées dans le pays.

L'État chinois a aussi accès aux bases de données des opérateurs de réseau internet et, en liaison avec ceux-ci, a instauré un système de censure sur le Web. Il projette en outre de créer « une gigantesque base de données permettant la mise en place d'un système de "crédit social" ». La notation sociale – chaque personne est notée en fonction de son comportement, de sa fiabilité, de son obéissance, etc. –, qui fonctionne sur les sites marchands et dans les banques, est depuis 2014 testée par les autorités locales dans une vingtaine de villes. « Depuis mai 2018, certains citoyens ayant une mauvaise "note sociale" se sont ainsi vu interdire l'achat de billets de train (4,24 millions) ou d'avion (11,4 millions), précise Aurélie Bayen. Mais ces sanctions peuvent s'étendre à la sphère professionnelle ou familiale, telles que des restrictions économiques (prêt, actionnariat, réponse d'offre aux marchés publics) ou même sociales (impossibilité d'inscrire ses enfants dans les plus grandes écoles). »

Marteler les idées dominantes

Outre les outils policier, judiciaire et numérique, la domination continue à s'exercer par les médias et les réseaux sociaux. Rien ne vaut l'obtention de l'obéissance par l'adhésion à des idées qu'on n'aura d'autant moins le goût de contester qu'on n'entend qu'elles en bruit de fond. Le rôle des médias reste donc essentiel. Les mécanismes de contrôle à travers leur appropriation massive par des milliardaires ou groupes financiers et l'assujettissement de leur équilibre économique à la publicité sont assez connus pour que je n'y insiste pas ici (il est toujours amusant de voir des appels désespérés au changement climatique encadrés par des réclames pour de grosses voitures)¹¹⁸. La radicalisation droitière des médias oligarchiques est cependant une tendance forte depuis environ 2010, l'extrême droite ayant désormais pignon sur rue dans de nombreux grands médias qui habituent ainsi lentement l'opinion à un régime raciste et policier.

Le rôle devenu déterminant d'internet enveloppe celui des médias traditionnels, qui s'adaptent tant bien que mal. Il y ajoute en particulier une dimension nouvelle : l'absorption de la sociabilité par les réseaux sociaux amplifie ce qu'avait amorcé la télévision, l'isolement des « consommateurs » d'informations. Transactions électroniques, identifications automatisées, focalisation de l'attention par les réseaux sociaux, font perdre l'attrait de la discussion réelle, que ce soit près de la machine à café, au bistro, lors des réunions familiales ou en manifestation¹¹⁹. La catastrophe écologique renforce cette habitude à se couper du monde sensible : en temps de réchauffement climatique, mieux vaudra être reclus devant son écran quand il fera 40 °C dehors, ou parce qu'on sera confiné en raison d'une nouvelle pandémie, les besoins matériels de base étant satisfaits par des prolétaires – livreurs, magasiniers, ouvriers agricoles...

Pour les propriétaires, le contrôle des contenus sur les réseaux sociaux est plus délicat à exercer que sur les médias. Internet est leur source majeure de profits et il serait dangereux de rendre trop apparents les mécanismes de contrôle. D'ailleurs, les maîtres des réseaux sociaux ont pour premier objectif d'influencer, de manipuler, de pousser à certains comportements profitables. Ils veulent surveiller pour orienter, non pas pour punir. Il n'en reste pas moins que le scandale autour de Cambridge Analytica, cette firme d'analyse des données qui a aspiré des informations sur des dizaines de millions d'abonnés à Facebook pour peser sur le référendum anglais au sujet du Brexit et sur l'élection de Donald Trump, a montré le potentiel de manipulation des réseaux sociaux.

Les opérateurs de réseaux sociaux et de télécommunication jouent du reste un rôle majeur dans l'orientation de l'opinion publique, d'abord parce qu'ils tendent à se constituer eux-mêmes, notamment Facebook, en médias, ensuite parce qu'ils contrôlent souvent directement les médias traditionnels (opérateurs de télécom en France, Jeff Bezos et le *Washington Post* aux États-Unis). Ils peuvent aussi faire pression sur les médias numériques, puisqu'ils sont en partie sources de leur trafic.

De surcroît, leur puissance s'impose d'elle-même : dans un acte profondément révélateur de sa servilité, l'État français a même imaginé en 2020 confier aux réseaux sociaux le soin de

faire le tri entre ce qui serait licite en matière de propos « haineux » et ce qui ne le serait pas. Leur confier, autrement dit, la censure. Le projet a été annulé par le Conseil constitutionnel.

Le techno-capitalisme est-il fasciste ?

Comment désigner ce stade nouveau du capitalisme, qui conjugue radicalisation idéologique et amplification du contrôle et de la répression ? Le concept d'oligarchie, qui décrit bien le retrait de la démocratie en cours, ne suffit pas à décrire la situation spécifique de l'époque. Nous sommes entrés dans un régime oligarchique, comme à d'autres moments de l'Histoire (théocratie, féodalisme, etc.), mais quelle est la caractéristique de l'oligarchie actuelle ?

Le débat occupe nombre d'esprits – certes pas sur les grandes antennes : le capitalisme est-il maintenant fasciste, autoritaire, fasciste néolibéral, fascistoïde, néofasciste... ? Mais pourquoi se pose-t-on la question ?

Le refus d'accepter les résultats des référendums de 2005 en Europe comme de celui de 2015 en Grèce, l'accession fréquente de milliardaires à la présidence, le poids éhonté de l'argent dans les principales compétitions électorales, le contrôle des médias et les dispositifs policiers, la montée tolérée, voire encouragée par le système, de l'extrême droite, disent assez combien le capitalisme n'hésite plus à piétiner la démocratie. L'éminent représentant de la Silicon Valley Peter Thiel exprime sans détour la pensée de « l'élite » : « La tâche à accomplir dans ce monde où la politique est devenue dysfonctionnelle est de trouver un moyen d'y échapper. [...] La technologie est cette incroyable solution alternative à la politique¹²⁰. »

Le phénomène n'est pas seulement occidental. Si l'émergence des tendances fascistes ou autoritaires évoque en Europe une répétition des années 1930, les pays du Sud qui ont connu dans le demi-siècle passé des dictatures ou des conflits politiques très durs en voient le retour, du Brésil à la Turquie en passant par les Philippines¹²¹. L'Inde de Narendra Modi est sans doute le modèle archétypique de l'époque par l'alliance d'une politique ouvertement antimusulmane et du néolibéralisme le plus total, alors que son grand voisin, la Chine de Xi Jinping, s'est engagé sans faux-semblant dans la dictature numérique.

Le rééquilibrage Nord-Sud à l'œuvre montre aussi que les systèmes politiques du Sud peuvent non seulement être imperméables à la tradition du libéralisme politique occidental, mais aussi exercer une pression antidémocratique sur les pays du Nord.

Une partie de la rancœur populaire qui s'exprime dans les pays occidentaux provient des effets de la mondialisation sur les « perdants » de ce grand mouvement du capitalisme lancé dans les années 1970 : les ouvriers et tous les autres travailleurs mis en concurrence avec leurs homologues des pays émergents, aux salaires plus bas. Ce n'est pourtant pas l'explication qui leur a été donnée ni par une gauche qui avait intériorisé avec armes et bagages le néolibéralisme, ni bien sûr par les médias de l'oligarchie. Bien au contraire, il

fallait, à écouter ces derniers, continuer sans coup férir à opérer le transfert des bases industrielles, une condition cruciale de l'expansion de la profitabilité. L'extrême droite a ainsi occupé le terrain laissé vide par la gauche en dirigeant la colère vers les « immigrés », selon ses propres conceptions racistes.

D'abord combattue par l'oligarchie, l'extrême droite en est de mieux en mieux acceptée puisqu'elle détourne une partie de la colère populaire et éloigne toute idée de se tourner vers une gauche revigorée qui voudrait s'attaquer à la réforme de la fiscalité des riches et à l'évasion fiscale des multinationales. Le capitalisme n'est pas pour autant un fascisme, parce que les descendants abâtardis de Mussolini et Hitler (Modi, la famille Le Pen, Salvini, etc.) ont d'autres objectifs que le projet technologique de Bezos et Musk. Ils sont obsédés par l'idée de communauté nationale (pour ne pas dire tribale), de race, d'exclusion. Ils accepteront le projet capitaliste d'apartheid, qui est conciliable avec leur vision du monde. Mais les capitalistes, s'ils s'accommodent des fascistes, préfèrent qu'aux manettes de cet instrument toujours indispensable qu'est l'État se trouvent des personnages plus en accord avec leur conception. Les techno-capitalistes se fichent de la communauté, de la race, de la biologie, de ces idées tournées vers un passé fantasmé. Ils se tournent, eux, vers un avenir tout aussi fantasmé, où l'espèce humaine deviendrait une espèce hybridée avec la machine. Il s'agit également d'une forme de racisme, mais un racisme futuriste, alors que les fascistes ont chevillé au corps un racisme fondateur, originel. De ce point de vue, si Modi représente le modèle du fascisme moderne, Macron illustre le capitalisme de l'apartheid technologique.

Il ne semble donc pas qu'il soit pertinent de qualifier le capitalisme de fasciste. C'est un capitalisme policier, un capitalisme de l'apartheid, c'est le capitalisme tout court, celui d'une phase historique particulière. Il est probable que, comme les supernovae, qui sont l'explosion d'une étoile au moment même où elle commence à s'éteindre, le capitalisme ait connu avant la pandémie de 2020 sa plus éclatante lumière.

Mais nous allons maintenant nous intéresser au stade prochain de l'histoire de l'humanité.

Le capitalisme dans les têtes

Peut-être ce livre est-il né d'une phrase qui me tournait dans la tête depuis des années. Je l'avais lue chez Slavoj Žižek, qui l'avait lui-même notée chez Fredric Jameson. Voilà la phrase : « Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme¹²². » Et depuis que je la tourne et retourne, je suis frappé de sa justesse : les gens – enfin, beaucoup d'entre eux – comprennent que la biosphère va vraiment mal. Ils intériorisent facilement l'idée que tout peut s'effondrer, mais presque personne n'est capable de croire que le système qui provoque le désastre puisse, lui, disparaître sans que le monde en pâtisse. Il nous faut dénouer ce blocage psychologique. Il tient au fait que quarante ans de néolibéralisme ont totalement imprégné notre culture et nos esprits. Margaret Thatcher, la plus brillante responsable politique de la fin du xx^e siècle, la plus déterminée, la plus dogmatique, nous avait pourtant prévenus : « L'économie est la méthode ; le but est de changer le cœur et l'âme¹²³. » Les prescriptions néolibérales sur le marché, l'État et la monnaie n'étaient que l'habillage économique de la philosophie profonde qu'il s'agissait d'implanter dans l'âme collective : la personne est un individu ; il poursuit son intérêt ; seul, il est libre.

Mme Thatcher et ses coreligionnaires ont parfaitement réussi : « Une fois que le processus de néolibéralisation des sociétés et des esprits a atteint un certain seuil, c'est la réalité sociale elle-même qui est devenue néolibérale », notent les philosophes Pierre Dardot et Christian Laval¹²⁴. Si bien que nous nous assimilons tellement au système que nous n'imaginons plus vivre sans lui. Nous sommes comme des poissons nageant dans l'eau du capitalisme. Soit tout s'effondre, soit on continue avec lui. Et comme il faut bien vivre au jour le jour, on continue. Eh bien, il nous faut sortir de cette conception binaire et oser penser ceci : le capitalisme va finir et tout ne va pas s'effondrer. Retourner la phrase de Jameson et se dire : il est plus gai et désirable d'imaginer la fin du capitalisme que d'imaginer la fin du monde.

Je vous préviens, ce n'est pas facile. Non pas en soi – dès qu'on commence à y réfléchir, la pelote se dévide aisément –, mais parce que tous les médias peuplés de roquets stipendiés par l'oligarchie répètent qu'il est impossible d'en finir avec le système. Mais aussi, et c'est

normal, parce que nous ressentons notre impuissance : « Éviter la fin du monde ? Impossible ! Jamais le Medef ne voudra », selon un joyeux dessin de Soulas¹²⁵. Ainsi, il faudrait ne pas parler du capitalisme, non parce qu'on le considère acceptable, mais parce qu'il est si fort qu'il ne servirait à rien de le discuter. Il serait même contre-productif de le faire puisque, le capitalisme étant perçu comme une sorte de fatalité, d'état naturel de la société, on se décrédibiliserait et tout ce qu'on pourrait dire d'autre serait rejeté sans autre forme de procès. Cependant, comment résoudre un problème si on ne peut pas parler de sa cause ?

Coaching post-capitaliste

Une séance de développement personnel s'impose maintenant, un doux exercice de psychologie post-capitalisme. Allez, je serai votre coach, si vous voulez bien. Détendez-vous, relax, tout est tranquille. Quelques mouvements d'assouplissement avant de commencer ? Un verre de vin ? Un salut au soleil ? Ôôôôômmmm. Tout va bien, on y va.

À présent, posez-vous quelques questions :

- Suis-je animé par mon seul intérêt personnel ?
- Suis-je disposé à piétiner mon collègue ou mon voisin pour obtenir une meilleure place que lui ?
- Suis-je insensible à la publicité ? vraiment insensible ?
- Qu'est-ce qui est le plus utile : une climatologue ou un trader ? un infirmier ou une publicitaire ? un instituteur ou un CRS ?
- Est-il plus prometteur d'aller sur Mars ou de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre ?

Bon, voilà, c'est fini. Respirez. Je vous laisse analyser vos réponses et décider si vous êtes psychologiquement un capitaliste.

Si toutes vos réponses sont positives, la séance est finie pour vous, c'est 1 000 euros, merci, au revoir.

Si ce n'est pas le cas, et que vous pensez ne pas être tel que vous veut le capitalisme, bravo ! C'est un excellent début. Je vous suggère d'aller fêter ça avec des amis.

Arrêter ce qui détruit, cultiver ce qui grandit : voilà le programme !

Maintenant que notre esprit commence à sortir du capitalisme, ou plutôt que le capitalisme sort de notre esprit, on peut réfléchir librement à ce qui doit être plutôt qu'à

déplorer ce qui est. Se confronter à la liberté quand on quitte l'encadrement confortable qui nous structurait de manière inconsciente est vertigineux. La liberté de pensée est une sorte d'ivresse, mais une angoisse aussi : par quoi remplacer les cadres mentaux qui nous rassuraient dès lors qu'ils se sont évanouis ?

Ce premier pas mal assuré sur le chemin de la liberté, on peut l'accomplir en choisissant de privilégier l'opposé de tous les traits nuisibles de la psychologie capitaliste. Le capitalisme est individualiste, soyons collectifs. Il cultive la compétition, choisissons la coopération. Il est obsédé par le marché, pratiquons le don. Il est cupide, bâtissons une économie sans appropriation. Il est égoïste, vivons l'entraide. Il gaspille, soyons sobres. Il accumule, partageons. Il isole et enferme, retrouvons-nous et faisons la fête. Il contrôle et mesure le corps, chantons et dansons. Il ne jure que par la performance, goûtons le travail bien fait. Il est pressé, prenons notre temps. Et ainsi de suite. Se dessinent une nouvelle culture du quotidien, un nouveau jeu de valeurs, un nouveau code de ce qui est apprécié et de ce qui est rejeté. Tout cela définit des objectifs politiques susceptibles d'orienter l'action collective et de refondre le système économique, selon le même jeu de symétries :

- contre les inégalités, une fiscalité des hauts revenus et des patrimoines ;
- contre l'appropriation privée, la gestion des biens communs ;
- contre les externalités négatives, un nouveau système des coûts de production ;
- contre la poursuite de l'extraction des ressources, la réduction de la consommation et le recyclage ;
- contre le libre-échange, la relocalisation ;
- contre la consommation matérielle, les services collectifs de santé, d'éducation, de transports ;
- contre la mondialisation, l'autonomie ;
- contre la numérisation généralisée, le développement des *low tech* ¹²⁶.

L'idée qui sous-tend ces objectifs ? Éviter l'aggravation de la catastrophe écologique, chercher à ce que la vie soit bonne pour toutes et tous, à ce qu'il y ait moins de biens et plus de liens.

Les prêtres du dogme et leurs serviteurs répondront dans un cancanement frénétique que l'on entend déjà : « Mais tout cela ne fait pas un programme, c'est de l'utopie, du rêve. Que voulez-vous mettre en place ? C'est irréaliste », et patati et patata. En fait, un point essentiel est qu'il n'y a pas de programme, pas de solution clé en main, pas de remède magique qui remplace le vilain capitalisme par le gentil monde écologique et fraternel. On affirme franchement, clairement et fortement à la face de tous les obsédés de la croissance que la priorité absolue, indiscutable, non négociable, est qu'on arrête de tout foutre en l'air, de bouleverser le climat, de saccager la biodiversité. Arrêter ce qui détruit, cultiver ce qui grandit, voilà notre programme ! Quand on fonce vers un précipice, on ne se demande pas quel véhicule serait préférable pour aller se promener ailleurs, on freine à fond et on arrête, point. Et l'on repart dans une autre direction.

On n'est pas aveugle aux enjeux complexes que pose au bouleversement nécessaire l'enchevêtrement des institutions de la société mondiale. Par ailleurs, il ne faut pas ignorer la

puissance perverse que déploieraient les marchés dès qu'un État – la forme qui reste à court terme ce par quoi s'organise une détermination collective – oserait lancer la démarche émancipatrice. Mais trop de livres, de rapports, d'articles tournent et retournent les « solutions », les « mesures à prendre », les « réformes nécessaires »... Tout est déjà là, connu. Il ne s'agit pas tant de savoir ce qu'on va faire (on le sait, et cela découle de l'impératif absolu d'arrêter de détruire les conditions biosphériques de la vie humaine) que de déterminer comment activer la chute du capitalisme.

Le capitalisme est dans le borbier

Ce qui impressionne dans le capitalisme et qui empêche souvent qu'on accepte même de réfléchir à sa disparition est qu'il paraît puissant au point d'être inexpugnable. Sa force est incontestable, mais les fissures qui s'élargissent dans sa cuirasse affaiblissent peu à peu sa structure. C'est dans ces fissures, ces failles, ces béances qu'il faut insinuer la divergence, le dissensus, l'échappée, l'imaginaire, l'impensé, ruisselant comme l'eau patiente entre les pierres disjointes pour en dissoudre le mortier, poussant comme une herbe folle entre les blocs de béton pour les écarter, jusqu'à ce que des arbres vigoureux fassent chuter la construction inutile dans son arrogance d'un autre temps. Si le techno-capitalisme a été la réponse au coup de semonce de la crise de 2008-2009, il ne suffira pas à soigner les blessures infligées par la crise de 2020. Élargissons les lézardes, avant qu'il ne mute en techno-despotisme.

La lézarde principale du capitalisme est la question écologique. Si elle est traitée sérieusement, elle bloque l'accumulation du capital et la formation du profit. Si elle n'est pas traitée, elle menace la pérennité du système par le coût des catastrophes diverses et le chaos social qu'elle entraînera. La raison cruciale et nouvelle pour laquelle elle bouleverse le champ politique – on n'en est qu'au début –, c'est que dorénavant la menace de la catastrophe crée elle-même une rupture radicale de l'ordre social. Ce qu'en Haïti, au Mozambique, au Venezuela, au Soudan, et dans tant d'autres pays, on a éprouvé si durement par des sécheresses, des inondations ou des cyclones, quoique de manière presque invisible depuis les balcons confortables des sociétés opulentes d'Europe et d'ailleurs, la pandémie de 2020 l'a fait ressentir de la plus spectaculaire et inattendue des façons, en créant la grande grève générale, un chômage technique d'échelle gargantuesque, dont les dominants ne se remettront que par l'intensification sans pitié de la radicalisation policière qu'ils ont engagée.

Une expression économique de cette contradiction passe par le coût de la destruction écologique. « La dégradation du capital naturel est un risque autrement plus sérieux que tout le reste, dit Thomas Piketty. Cela est la véritable dette¹²⁷. » La dette écologique est constituée de tous les coûts externalisés par les processus de production depuis l'industrialisation. Le concept en a émergé en Amérique latine pour souligner que l'exploitation des pays du Sud par le Nord durant la colonisation a causé un dommage écologique. L'idée n'a pas eu de

conséquence économique pratique, mais elle s'est en quelque sorte traduite dans le domaine climatique, puisque les pays industrialisés sont reconnus comme responsables à plus de 70 % de l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère depuis le XVIII^e siècle.

La dette écologique serait incommensurable si l'on voulait restaurer les milieux naturels à leur état existant vers 1800. En revanche, il est possible de calculer le coût provoqué par les émissions de gaz à effet de serre excédant ce qui engendrerait un réchauffement supérieur à 1,5 °C ou 2 °C. Sans entrer dans le détail d'une discussion théorique abondante, disons que les économistes néolibéraux ont toujours détourné la question en la posant dans les termes du « marché du carbone ».

La dette écologique a cependant trouvé une nouvelle actualité à propos de la « bulle carbone ». Une ONG anglaise, Carbon Tracker, qui étudie les liens entre la finance et le climat, a eu l'idée de valoriser en termes de CO₂ les réserves de pétrole, de charbon et de gaz détenues par les compagnies cotées en Bourse¹²⁸. Or, dans une approche qui fait consensus dans le milieu de la recherche sur le climat, il ne faut pas, si l'on veut rester en dessous de 2 °C de réchauffement, émettre plus qu'un certain « budget carbone ». Ces compagnies disposent de réserves d'hydrocarbures à exploiter dont la combustion émettrait un volume de CO₂ bien supérieur à ce budget¹²⁹. Elles devraient donc en laisser la plus grande partie dans le sol, soit une valeur de 20 000 milliards de dollars (environ huit fois le PIB de la France), selon un spécialiste de la Banque mondiale¹³⁰ ! Ce raisonnement, pris très au sérieux, provoque un certain émoi sur les places financières, même si les compagnies concernées n'ont aucune intention de renoncer à exploiter les réserves dont elles disposent. Mais le chiffre donne l'ampleur de ce qui est en cause dès que l'on prend au sérieux la question écologique.

La deuxième lézarde du capitalisme est qu'il s'est engagé pour assurer sa survie dans un cycle d'endettement insupportable. Fin 2019, l'Institut de la finance internationale, qui associe les grandes banques et institutions financières du globe, évaluait la dette mondiale à 230 000 milliards d'euros, un chiffre trois fois plus élevé que le PIB mondial, et qui ne cessait d'augmenter¹³¹. L'endettement est généralisé, public comme privé : États-Unis et Chine en premier lieu, mais aussi presque tous les États et notamment les pays en développement, les grandes entreprises, les ménages de nombreux pays, les étudiants américains. Cette dette énorme a encore gonflé, considérablement, durant la pandémie de 2020 : les banques centrales injectent des milliers de milliards d'euros ou de dollars dans les économies pour empêcher qu'elles ne s'écroulent. Mais le gigantesque boulet de la dette plane au-dessus de la tête du capitalisme comme la menace d'un effondrement financier général.

La dette pose un problème écologique majeur : elle implique un système économique en croissance, faute de quoi elle provoque un appauvrissement continu. La raison en est simple : prenons un pays ayant un produit intérieur brut de 2 000 milliards d'euros et dont l'État supporte une dette de 2 000 milliards d'euros, nécessitant un paiement annuel des intérêts de 20 milliards. Si le PIB croît de 1 % par an, soit de 20 milliards, le paiement est indolore. Si, en revanche, le PIB n'augmente pas, le paiement des intérêts se traduira par un

appauvrissement de 20 milliards ; s'il diminue, l'appauvrissement sera encore plus important. Vouloir maintenir le niveau de vie moyen à répartition inchangée des revenus, donc l'ordre social, rend ainsi indispensable la croissance économique. Si bien que conserver ce niveau de vie tout en payant la dette se traduit par un impact environnemental néfaste, la croissance se faisant aux dépens de la biosphère.

Les économistes débattent du montant de la dette des États auprès des banques centrales, qui a spectaculairement augmenté dès le printemps 2020. Certains proposent de l'annuler, pour donner aux États des marges de manœuvre afin de relancer l'économie. D'autres s'y opposent, craignant la reprise de l'inflation. Il n'y a pas, en tout cas, d'argent magique. Même si les taux d'intérêt sont historiquement faibles, la dette a un coût collectif, qui s'ajoute au fait que la récession économique provoquée par la pandémie de coronavirus va entraîner un appauvrissement général.

Cela nous amène à la troisième lézarde du capitalisme, liée à ce qu'il a fait le choix depuis 1980 d'une augmentation continue des inégalités, qui ne s'est pas arrêtée après la crise de 2008-2009. Le poids de l'ajustement entraîné par celle-ci a porté... sur les plus pauvres. On peut présager que, de nouveau, ce sont eux qui vont subir la crise de 2020 avec, cette fois-ci, les classes moyennes. J'avance depuis des années l'idée que les pays occidentaux doivent réduire leur consommation matérielle par choix, un choix indissociable, bien sûr, d'une redistribution des richesses inversant le mouvement insupportable des inégalités. Faute de faire ce choix, « il y a de très fortes chances que les classes moyennes des pays riches y soient amenées *volens nolens*¹³² ». C'est ce qui se produit, et dans les pires conditions, puisqu'il eût mieux valu choisir que l'on consente des efforts pour s'adapter qu'être par surprise contraints de les faire. Quoi qu'il en soit, l'amertume ressentie de ce fait par les classes moyennes – déjà fragilisées par une précarisation grandissante, sans même parler des destructions d'emplois promises par l'intelligence artificielle – va faire perdre au capitalisme le soutien d'une partie de sa base sociale. Soit il s'y adaptera par une radicalisation répressive, soit l'intensification des rébellions pourra imposer une autre direction.

Le choix politique de la sobriété

Et si, plutôt que de déplorer la baisse du niveau de vie et d'en tirer de savantes analyses, on en retournait le sens pour tracer un chemin politique ? C'est par là aussi qu'on peut sortir de la psychologie du capitalisme, le sortir de nos têtes. Son principe, on l'a vu, est la recherche de l'accumulation : il considère que l'excès par rapport à l'existant, non seulement est bien en soi, mais constitue une sorte de loi naturelle de la société. Il nous a mis cela dans la tête, et à notre petite échelle nous découvrons souvent en nous cette tension désirante, cette soif d'avoir plus, cet appétit qu'augmentent encore nos possessions matérielles et nos signes statutaires. Pour neutraliser ce besoin constant d'un assouvissement nouveau, posons-nous la question suivante : et si l'on avait moins, que se passerait-il au niveau global ? Eh bien, nous

avons eu la réponse par l'expérience extraordinaire du grand confinement que nous avons vécu en 2020 : sur le plan mondial, on estime que les émissions de CO₂ auront baissé de plus de 5 % en 2020 par rapport à l'année précédente¹³³. La plus forte baisse enregistrée dans le monde depuis cinquante ans... Nous avons découvert que la meilleure façon de réduire les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions était de ralentir fortement le système économique, en réduisant la production et en interrompant les flux de circulation.

Bien sûr, je ne prône pas la répétition d'un arrêt aussi dramatique, qui se traduit par des difficultés terribles et du chômage pour des millions de personnes dans le monde. Mais je demande juste de constater qu'il n'y a pas de fatalité à la hausse des émissions, à la catastrophe écologique, à l'effondrement. Tout l'enjeu politique de la période qui s'est ouverte avec la pandémie est de remettre l'économie sur pied en la découplant d'une relance des émissions et de la destruction de la biodiversité. Cela passe par la relocalisation, par la préférence accordée au soin aux autres (éducation, santé) plutôt qu'à la production, par la répartition des richesses pour diminuer la consommation somptuaire et retrouver de quoi investir dans l'économie écologique créatrice d'emplois. Et par le changement du modèle culturel fondé sur l'ostentation et le toujours plus.

Si l'on raisonne en termes de politique de sobriété, on constate qu'une telle politique ne serait pas désagréable pour tout le monde. Par exemple, possédez-vous un SUV (*sport utility vehicle*), engin lourd, gros consommateur d'essence, dangereux pour les piétons, occupant beaucoup d'espace en ville et n'ayant aucune utilité particulière, sinon d'exprimer le désir ostentatoire de son propriétaire (généralement un mâle riche de plus de 50 ans) ? Non. Si c'est le cas cependant, écrivez-moi, on discutera courtoisement – pas d'injures, s'il vous plaît. Depuis 2010, les ventes de SUV progressent dans le monde ; elles atteignent par exemple en France plus de 36 % de parts de marché – et relancent les émissions de CO₂ du parc automobile¹³⁴. Adopter une politique de sobriété implique de dissuader fortement les criminels du climat d'acheter de tels engins. Cela va contrarier les riches, pas les gens.

La logique de sobriété ne peut pas se disjoindre d'une politique sociale, puisque l'inégalité des pollutions reflète l'inégalité des revenus. Les émissions de gaz à effet de serre en France sont de 11 tonnes d'équivalent CO₂ par personne et par an (soit bien plus que la moyenne mondiale, qui est à un peu plus de 6 tonnes)¹³⁵. Si l'on décompose ce chiffre global par groupes de revenus, comme l'ont fait Lucas Chancel et son équipe, on observe qu'annuellement les 50 % des Français les moins riches émettent 7 tonnes ou moins, que 40 % des suivants dans l'échelle des revenus émettent au-dessus de 11 tonnes, et que les 10 % les plus riches émettent plus de 31 tonnes. Une politique de sobriété concernera donc d'abord ces plus riches, dont le comportement est climaticide, et à un moindre degré les 40 % suivants, en gros les classes moyennes. Les plus pauvres ne seront pas affectés. Des proportions équivalentes se retrouveront dans tous les pays développés.

Dès qu'on rentre dans cette logique, on se rend compte que la sobriété n'est pas une chose si terrible. Pour une large part, elle va consister à démonter les pratiques psychosociales ostentatoires qu'avait théorisées l'économiste Thorstein Veblen. Voire à en renverser les valeurs : le gaspilleur n'est plus le modèle à imiter, mais une personne ridicule

et antisociale. On peut faire sur soi ce travail de sobriété matérielle, le but n'étant cependant pas de se satisfaire de sa vertu, mais surtout de l'envisager comme une perspective politique concrète, préférable à celles, funestes, qu'envisage le capitalisme.

Deux mécanismes économiques peuvent aider à avancer dans la politique de sobriété. Une économie écologique doit intégrer les externalités négatives dans les coûts de production. Donc la productivité du travail baissera – ce qui créera des emplois – et les prix des produits seront plus élevés qu'aujourd'hui, poussant à diminuer leur consommation. Cette démarche engendrera des bénéfices nouveaux. Intégrer les externalités dans les coûts signifie réduire la pression sur la biosphère et donc réduire l'ampleur des catastrophes écologiques à venir, dont le coût est immense. Cela peut aussi provoquer des effets positifs sur le bien-être. Exemple très concret : durant la pandémie de coronavirus, on s'est rendu compte que les comorbidités (obésité, diabète) étaient un facteur aggravant de vulnérabilité¹³⁶. Appliquer une politique de sobriété sur les aliments agro-industriels aurait des conséquences très bénéfiques sur l'état de santé général de la population et sur les coûts collectifs des soins médicaux.

Bon, voilà que le capitalisme est sorti de nos têtes, et que nous raisonnons différemment, écartant ses perspectives sinistres pour ré-ouvrir un horizon optimiste. Il est possible de faire autrement, et nous avons rompu le sortilège lancé par Margaret Thatcher – « *There is no alternative* ». Si, Madame, il y a une *alternative* au capitalisme, et c'est l'écologie.

Mais les capitalistes n'en veulent pas, puisqu'elle remet en cause leur prédation généralisée sur la planète et sur l'humanité. Ils vont faire montre de la plus tenace obstination à tout refuser. La question fondamentale aujourd'hui n'est donc pas tant de déterminer ce que l'on va faire que de savoir quelle stratégie suivre pour les empêcher de nuire.

La stratégie de l'archipel

La gravité de la situation écologique commence à donner au capitalisme des coups de boutoir d'une force impressionnante. C'est la leçon majeure de la mise à l'arrêt de l'économie mondiale provoquée par la pandémie de coronavirus en 2020 : le système économique est durement ébranlé.

Ces secousses apparemment externes au capitalisme peuvent le faire vaciller jusqu'à la chute, comme un boxeur qui titube face à son adversaire. On est ainsi sorti du paradigme issu du marxisme selon lequel le capitalisme serait renversé par la révolution. Cette dernière n'est pas exclue, mais le scénario d'une succession de chocs provoqués par l'excès même de la prédation capitaliste sur la biosphère devient le plus probable. La révolution était le paradigme émancipateur du xx^e siècle, la catastrophe est celui du xxi^e siècle. Cela ne veut pas dire qu'il faut attendre les bras croisés : l'action déterminée des écologistes doit exercer une pression supplémentaire sur le capitalisme, mais aussi résister pour que chaque crise ne se conclue pas par une nouvelle radicalisation du système. Il faut « démontrer, écrivait Ivan Illich, que l'évanouissement du mirage industriel donne l'occasion de choisir un mode de production convivial et efficace. Pour l'heure, la préparation à cette tâche est la clé d'une nouvelle pratique politique¹³⁷ ».

Profiter du désastre

La tâche est immense, car les capitalistes veulent profiter du désastre pour accentuer leur domination, selon la stratégie du choc décrite naguère par Naomi Klein¹³⁸. Et d'abord en usant de l'expérience du confinement pour intensifier la numérisation : travail, santé, éducation, commerce, surveillance, sont autant de champs qui s'ouvrent à la télé-activité gérée par les GAFAM et leur cortège de mercenaires de la virtualisation du monde, tandis que les gouvernements veulent imposer la 5G sans le moindre débat. « La crise nous offre

l'opportunité d'une transformation plus volontaire encore », lâche un secrétaire d'État au numérique¹³⁹.

À côté des maîtres du techno-capitalisme grouillent les chacals qui soupèsent les bonnes affaires à tirer du désastre écologique. L'oligarchie russe juge que la déglaciation de l'Arctique servira son pays en créant une route commerciale essentielle ; les compagnies minières voient dans la soif de nouveaux métaux ou minéraux (lithium, cobalt, terres rares, exploitation en eau profonde) une nouvelle source de profits ; l'agrobusiness accélère la déforestation de l'Amazonie ; des compagnies pétrolières exploitent les zones abandonnées par les majors ; des financiers spéculent sur la prochaine crise de l'eau ; Monsanto et ses concurrents préparent des semences qui sont supposées résister à la sécheresse¹⁴⁰...

Les crises constituent aussi une nouvelle opportunité pour attaquer la protection de l'environnement et des travailleurs, comme en Inde, où Narendra Modi a sacrifié les derniers garde-fous de l'écologie au nom de la reprise, lancé la privatisation de l'énergie, du charbon et du chemin de fer, démantelé le Code du travail¹⁴¹. En Grèce, l'économie sert aussi de prétexte pour violer les réserves naturelles et assouplir le droit de l'environnement¹⁴². En Australie, la compagnie minière Rio Tinto a détruit une grotte sacrée connue depuis quarante-six mille ans pour agrandir une mine de fer¹⁴³. Les capitalistes se déchaînent : on dirait que, plus la situation écologique s'aggrave, plus ils se dépêchent de saccager le monde.

Mais la partie n'est pas pour autant facile pour eux. Les mouvements sociaux se sont multipliés partout dans le monde depuis le début du siècle, on l'a vu. La crise de 2008-2009 a donné un coup de fouet aux révoltes, qui ont été durement réprimées dans les années qui ont suivi. Cependant, de nouveau en 2018, le vent du refus a soulevé les peuples, avec les marches pour le climat puis, en France, le mouvement des Gilets jaunes, et des révoltes à Hong Kong, en Algérie, au Soudan, au Chili, au Liban, en Guinée, en Indonésie... Des mouvements massifs ont secoué vingt pays sur quatre continents en 2019. « C'est plus, en extension géographique et en durée, que les mobilisations de 2011 », dit un observateur attentif, Alain Bertho¹⁴⁴. Le capitalisme a inoculé dans le corps social le virus de la rébellion, qui se répand comme une épidémie insurrectionnelle. Le monde est en incandescence. Et si la répression est terrible et l'emporte le plus souvent, les luttes arrachent aussi, presque toujours, des concessions non négligeables aux dominants.

Les Gilets jaunes, qui étaient allés effrayer les hyper-riches de l'avenue Foch, à Paris, une artère parmi les plus chères du monde, ont ébranlé le pouvoir, qui a lâché 17 milliards d'euros et s'est englué dans la réforme des retraites. Les Algériens ont obtenu le départ du président Bouteflika, les Soudanais le renversement du dictateur el-Béchar. Aux États-Unis, de nombreuses villes ont changé leur politique policière après les manifestations massives ayant suivi le meurtre par la police de George Floyd, tandis qu'Amazon suspendait la diffusion de sa technologie de reconnaissance faciale, accusée de menacer les libertés publiques¹⁴⁵.

Il leur reste la police, les injures et le « point Goulag »

Avant d'aborder les stratégies et tactiques nécessaires, il convient d'avoir à l'esprit que les capitalistes vont résister de toute la puissance de leurs moyens. Les enjeux sont trop grands. Prenant l'exemple de la valeur monétaire énorme des réserves de pétrole, Jasper Berns explique : « Si vous vous proposez d'anéantir [cette valeur en ne l'exploitant pas], vous devez vous attendre à ce que les propriétaires de cette richesse vous combattent avec tout ce qu'ils ont, c'est-à-dire plus ou moins tout¹⁴⁶. » Il ne faut pas non plus sous-estimer la férocité du désir de conservation, le fait que le pouvoir veut se maintenir parce que, simplement, il est le pouvoir. Comme lors du crépuscule de l'Union soviétique, la légitimité morale des dirigeants a disparu. Il leur reste les moyens répressifs que l'on a examinés au quatrième chapitre. Et les médias.

Il est fascinant de voir la haine du peuple qu'exsudent ceux-ci. L'injure est devenue leur argument, qui s'est déchaîné en France contre les Gilets jaunes. Ceux-ci étaient de la « vermine », pour l'un¹⁴⁷, des êtres « qui se battent sans réfléchir, sans penser », pour l'autre, et, selon d'autres encore, des « beaufs poujadistes et factieux », des « hordes de minus, de pillards », des « barbares », de la « racaille cagoulée »¹⁴⁸. Un philosophe conservateur habitué des médias recommandait aux policiers « qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois » contre « ces espèces de nervis, ces espèces de salopards »¹⁴⁹.

Les habitants des banlieues suscitent aussi l'ire des plumitifs de l'ordre, qui parlent couramment à leur propos de « racaille »¹⁵⁰ ou recommandent de « tirer dessus à balles réelles » lors d'émeutes¹⁵¹. Les écologistes ne sont pas moins honnis : ce sont « des ayatollahs verts »¹⁵², des « Khmers verts », ils « veulent imposer une nouvelle forme de terreur »¹⁵³. L'expression « écologie punitive » a un succès garanti chez les cerveaux vides, tandis qu'une secrétaire d'État à l'environnement dénonce le « populisme vert »¹⁵⁴. La jeune Greta Thunberg a suscité chez les commentateurs des plateaux télévisés un torrent d'insultes : « discours furieux », « fanatisme », « illettrée », « tyran », « vestale fiévreuse », « ridicule »¹⁵⁵...

On ne sait quoi penser de ce vomis de bêtise agressive. Faut-il traiter les oligarques et leurs laquais de fripouilles, gredins, satrapes, gourgandines, chiffes molles, vauriens, vampires, sociopathes, ganaches, psychopathes, bandits, chenapans, gredins, voleurs, prédateurs, assassins, escrocs, tricheurs, menteurs, aigrefins, voyous cupides, enflures, enfoirés, fascistoïdes, bouses, sacripants, bouffons, criminels, salopards, soudards... ? Non. Il nous faut endurer avec la plus parfaite impassibilité le tombereau d'injures déversé par ces imbéciles crachoteux. Enfin bon, je ne dis pas que, dans un moment de léger énervement, il ne faudrait pas les qualifier de la plus infamante, de la plus ignominieuse, de la plus méprisante des imprécations : capitalistes.

En comparaison, leur autre façon de disqualifier les idées qui les dérangent est presque amusante. J'en ai fait la première expérience il y a quelques années quand j'enquêtai sur Le Siècle, un club d'oligarques qui se réunit tous les mois à Paris. À la sortie d'un de ses

dîners, j'avais interviewé plusieurs de ses membres, dont Michel Cicurel, un banquier prospère. Je lui ai demandé ce qu'il pensait du revenu maximum admissible. La réponse : « La réglementation excessive conduit à l'Union soviétique, je ne veux pas du goulag¹⁵⁶. »

Vous connaissez le point Godwin, une sorte de loi énoncée par le juriste Mike Godwin, selon laquelle « plus une discussion en ligne dure longtemps, plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant des nazis ou Hitler approche de 1 ». On peut de même énoncer la loi Goulag ou point Goulag : « Si l'on propose des mesures visant à limiter la richesse ou la pollution, la probabilité que la réponse se réfère à l'Union soviétique ou au goulag approche de 1 ». On interroge le président d'Orange sur la taxation des personnes les plus riches ? « On a essayé ça dans les pays communistes¹⁵⁷. » On critique l'automobile ? Le ministre de l'Économie invite à « se souvenir de ce qu'était l'Union soviétique¹⁵⁸ ». La maire de Paris cherche à stimuler la production agricole près de Paris en créant une coopérative municipale ? Un opposant se gausse : « Anne Hidalgo, c'est le soviet suprême ! Dans la même semaine, elle veut créer un gigantesque sovkhوزه pour nourrir Paris et promet le goulag aux conducteurs de voitures électriques¹⁵⁹. » Le journal du milliardaire Pinault renchérit : « Quand Anne Hidalgo réinvente le sovkhوزه¹⁶⁰. » Un autre jour, le même hebdomadaire déplore la « soviétisation rampante de l'économie française »¹⁶¹. Que leur dire ? Rien. Même pas qu'aujourd'hui l'univers carcéral se trouve aux États-Unis.

Assumer la conflictualité

La bataille pour l'écologie sera donc encore longue, dure, âpre, souvent démoralisante. Les questions stratégiques y prennent une place centrale. Je ne prétends pas les résoudre, le débat continuant vivement, et c'est heureux, dans le mouvement émancipateur. Mais on peut poser quelques balises.

La première est qu'il faut faire son deuil d'un possible compromis avec le système. Ceux qui ont posé les bases de la pensée écologiste n'ont jamais été unanimistes : Jacques Ellul, Murray Bookchin, Barry Commoner, Ivan Illich, André Gorz, pour ne citer qu'eux, formulaient une critique radicale et se plaçaient dans une logique d'opposition au système. Mais, à mesure que l'urgence écologique est entrée dans les esprits, elle a été mise en avant par des porte-parole autodésignés dont le principal mérite aux yeux des médias était de ne pas être dangereux. Ceux-là reprennent en boucle un discours dont le motif fondamental est : « La situation de la planète est dramatique, il faut tous nous unir pour faire quelque chose. » Cet aimable propos est parfaitement accepté par les capitalistes, qui en redemandent : car sa fonction fondamentale est de dire l'évidence de la catastrophe écologique – autant l'accepter que de prétendre la cacher – en détournant l'attention de l'essentiel, qui est de déterminer les responsables de la catastrophe. Si c'est « nous » ou « l'humanité », l'infirmière de l'hôpital Avicenne de Bobigny est tout aussi responsable du désastre que le richissime Arnault, le chômeur montpelliérain aussi coupable que le milliardaire Bolloré, le dirigeant d'une petite

entreprise à Metz aussi blâmable que le corrompu Barroso (ancien président de la Commission européenne passé chez Goldman Sachs).

Aurélien Barrau, astronome, bon pédagogue, est très représentatif de ces écologistes en peau de lapin : « D'un point de vue stratégique, il faudrait dépolitiser le sujet. Si on associe le climat à une vision très à gauche, on ne fera rien, car le Grand Soir, cela fait des siècles que certains l'attendent et il n'est toujours pas là ! » Tout changement profond étant assimilé au « grand soir », concept révolutionnaire d'un autre temps, donc dévalorisé, il ne reste plus qu'à espérer patiemment que les capitalistes veuillent bien nous aider à changer de comportement, en ne faisant surtout pas de politique. Car, dit le même, d'autant plus présent dans les médias que son eau tiède ne risque pas de déranger quiconque, « la solution est une redéfinition de nos comportements ». Il conclut : « Finalement, il n'y a peut-être pas de solution. »¹⁶² Et puisqu'il n'y a pas de solution, eh bien, continuons tranquillement.

Nicolas Hulot est l'incarnation désastreuse de ce courant. Non content d'avoir alimenté la fantasmagorie d'un Macron novateur en 2017, ministre ayant fini par quitter le gouvernement au bout d'une trois cent soixante-douzième couleuvre, l'ancien animateur de télévision a voulu resservir le plat au printemps 2020 en diffusant « 100 principes pour un nouveau monde ». Il s'agissait de nous faire savoir que « le temps est venu de la modestie et de l'audace », que « le temps est venu d'admettre la complexité », que « le temps est venu de ne plus se mentir », et *tutti quanti* – énoncé dans une liste dégoulinante d'une pâte molle de bons sentiments¹⁶³. L'ex-ministre, qui avait avalisé l'opération militaire contre la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes en avril 2018, continue à croire qu'il serait possible de bien faire si tout le monde s'entendait gentiment. Dans les interviews accompagnant l'opération des « 100 principes », il appelait à refuser la « confrontation », à mettre « nos querelles de côté », à « parvenir à l'unité de la nation », tout en reprochant à l'opposition « de profiter de la fragilité du gouvernement » plutôt que d'avancer « tous ensemble », « sans animosité »¹⁶⁴.

Il est temps de tourner la page de cette écologie collaborationniste. Sur la question écologique, on ne peut pas être centriste, « ni droite ni gauche », « en même temps » pour l'écologie et pour le capitalisme. C'est soit l'un, soit l'autre.

Désigner des adversaires

Il serait certes préférable que tout le monde œuvre ensemble, mais la vérité de la situation est qu'il y a conflit, de plus en plus dur à mesure que la catastrophe se déploie. Puisque le capitalisme nous conduit à la destruction, il n'y a pas d'autre voie que d'entrer en guerre contre le capitalisme¹⁶⁵. Il faut donc cerner les adversaires, les connaître, et les désigner. C'est ce qu'a compris dès 2012 Bill McKibben, un écologiste mesuré et réfléchi. Analysant les stratégies du mouvement climatique au début des années 2010, il constatait que chercher à changer le mode de consommation des gens ou agir sur le système politique était

des stratégies inefficaces. En fait, « un changement rapide de transformation suppose de former un mouvement, et un mouvement demande des ennemis », écrivait-il. Pour sa part, il en désignait un : « Nous devons considérer l'industrie des combustibles fossiles [comme] l'Ennemie numéro un de la survie de la civilisation planétaire¹⁶⁶. » Cette analyse est à l'origine d'un puissant mouvement de désinvestissement dans les actions des compagnies pétrolières, qui contribue à semer le trouble dans la sphère financière.

La démarche est juste : montrer que le désastre général n'est pas un tout indistinct, mais qu'il est mis en œuvre par des personnes, des institutions et des groupes précis. Les compagnies pétrolières sont-elles les seules à cibler ? Si leur nocivité n'est plus à démontrer, elles ne sont plus au cœur du système de pouvoir. La « révolution numérique » que veulent imposer les nouveaux maîtres du capitalisme ne contribue pas moins au désastre climatique en alimentant et stimulant la surconsommation généralisée. Elle organise de surcroît le pillage des nations par une évasion fiscale démesurée, un contrôle social accru et un modèle économique qui fait disparaître des millions d'emplois de commerce pour les remplacer par des machines et des employés asservis. L'homme le plus riche du monde n'est pas le président d'ExxonMobil, mais celui d'Amazon. Là où est l'argent, là est le pouvoir. Le mouvement climatique peut se demander si Amazon et les géants du numérique ne sont pas un ennemi à désigner clairement.

Déjouer les manœuvres de division

Dans *La Société ingouvernable*, ouvrage remarquable étudiant minutieusement la mutation néolibérale du capitalisme, Grégoire Chamayou décrit notamment comment, face à la montée du mouvement écologiste dans les années 1970, des consultants de Nestlé ont élaboré une stratégie pour contrer une campagne qui visait la multinationale. Le lait en poudre qu'elle vendait dans les pays du tiers-monde était pointé du doigt car, faute souvent d'eau potable, il peut se transformer en poison pour le nourrisson. La firme recourut aux services d'un cabinet de gestion de crise dirigé par Rafael Pagan, un ancien militaire. Il y a selon lui une typologie des contestataires : les radicaux, les opportunistes, les idéalistes et les réalistes. « Le postulat est que “les radicaux” ne tirent leur force que du rapprochement avec des blocs plus modérés. Privés de ce lien, ils sont négligeables, explique Chamayou. Telle est donc la stratégie générale : coopérer avec les réalistes, dialoguer avec les idéalistes pour les convertir en réalistes, isoler les radicaux et avaler les opportunistes¹⁶⁷. » Pagan avait ensuite défini une méthode : 1. Renseignement (« dialoguer avec les opposants » pour repérer les périls qui affleurent) ; 2. Cantonnement (confiner la discussion loin de l'espace public) ; 3. Diversion (« donner aux opposants un os à ronger pour mieux les détourner des tâches offensives ») ; 4. Cooptation (inviter une organisation et lui donner une forme de pouvoir : « Adopter une attitude humble, ouverte, à l'écoute. Les amadouer en parlant leur langage, les flatter en leur décernant le statut d'organisation responsable, leur octroyer de la

reconnaissance, leur faire miroiter une action “constructive”, aux antipodes d’une opposition “négative” ou “stérile” ») ; 5. Disqualification (des radicaux) ; 6. Légitimation (donner une bonne image d’une ONG collaborative)¹⁶⁸.

Cette stratégie a fait florès et est appliquée par les firmes et gouvernements qui cherchent à désamorcer une contestation. La connaître est déjà une manière de la déjouer, puis il faut la retourner, et surtout s’assurer que les radicaux et les modérés – il y en aura encore, bien sûr, et il est normal de ne pas être toujours d’accord – avancent en coordination : tout ce qui peut être arraché par les derniers ne peut l’être que par la pression qu’exercent les premiers. On peut adopter parfois des tactiques différentes, mais il ne faut pas les mettre en opposition, sans oublier de bien identifier l’adversaire en le traitant comme tel, et jamais en partenaire.

S’allier ou perdre

Pour établir un rapport de force face au capital, et puisque nous n’avons pas l’argent, il n’y a qu’une arme : la masse. « Face à l’État et à sa répression, il faut allier l’action radicale et le soutien des masses », dit Txetx Etcheverry¹⁶⁹. Cela signifie que toute action libératrice doit chercher à toucher les gens dans leur esprit et dans leur vie quotidienne. Par ailleurs, faire masse requiert d’unir des groupes, non pas divergents, mais ayant des objectifs spécifiques, en partie parce que le travail réussi du néolibéralisme depuis quatre décennies a été d’isoler et de diviser.

En ce qui concerne le premier point, la réalité facilite le travail : le changement climatique est devenu une donnée d’expérience quotidienne, la crise démontre l’inaptitude du capitalisme à maintenir une économie équilibrée, les violences policières ne peuvent plus être cachées. Il reste que fournir des clés d’interprétation de ce qui se passe est essentiel, car les médias dominés par le capital tendent toujours à ramener ces réalités à des phénomènes inévitables. La presse indépendante, malgré son poids encore limité, est vitale pour contrer ce discours démobilisateur.

Une façon exemplaire de toucher les gens a été initiée par Alternatiba en 2013, à un moment où la préoccupation vis-à-vis du climat était beaucoup moins présente dans la conscience publique qu’aujourd’hui. Ses militants avaient pour but explicite de sensibiliser le « grand public », en montrant que le changement climatique n’était pas seulement un problème mais pouvait être décliné en solutions. Des « villages Alternatiba » ont ainsi été organisés plusieurs années de suite dans les rues de nombreuses villes. Des stands y montraient les solutions alternatives concrètes non climaticides en matière d’alimentation, d’énergie, de transports, de consommation, etc. L’organisation même de ces villages mobilisait des gens qui venaient mettre la main à la pâte et qui, ce faisant, se sont souvent radicalisés.

Quant à la question d’unir des groupes différents, elle induit la formation d’alliances. C’est par exemple ce qu’a réalisé le collectif Justice pour Adama, qui lutte pour que soit

reconnu et puni le meurtre du jeune Adama Traoré par des gendarmes en juillet 2016. Centré toujours sur son objectif, ce collectif a cherché à se faire entendre d'autres mouvements en lutte et s'est impliqué dans les marches pour le climat ou les manifestations des Gilets jaunes. Des alliances se sont nouées avec ces mouvements, qui de leur côté expérimentent aussi la violence policière et savent que rien ne peut se faire sans justice sociale. Cela n'empêche pas que chacun reste focalisé sur son objectif propre, mais le soutien mutuel donne des forces à tous.

À une plus grande échelle, l'écologie politique et les partis de gauche doivent s'allier, faute de quoi, dans un pays comme la France, la victoire du capitalisme policier est certaine, par le candidat du capital ou par l'extrême droite capitalo-compatible. On a du mal à imaginer comment l'alliance à gauche pourrait se former si l'écologie politique et la gauche radicale n'affichaient pas clairement leur opposition au capitalisme. « En Marche a été le réceptacle d'élus socialistes et d'élus écologistes. On observe la même ambiguïté [à l'égard des néolibéraux] en Allemagne avec les *Grünen*, souligne Thomas Piketty. La question de fond est : qu'est-ce qui est le plus important pour résoudre la crise climatique ? La réponse : remettre en cause la circulation des capitaux. Les écologistes doivent réfléchir à une alliance avec La France insoumise, ou, en Allemagne, avec Die Linke¹⁷⁰. » Réciproquement, les partis de l'autre gauche doivent comprendre que les alliances réussissent quand personne ne prétend en être la force dominante.

Cette question politique recouvre une réalité sociologique qu'a mise au jour Thomas Piketty dans *Capital et idéologie*¹⁷¹. Il y montre que si, dans les années 1950 à 1980, les partis de gauche recueillaient les voix des personnes sans diplôme, le phénomène s'est retourné depuis 1990 : les classes populaires choisissent massivement l'abstention, et se détournent de la gauche, celle-ci (incluant les partis écologistes) obtenant les voix des diplômés du secondaire et de l'enseignement supérieur, il est vrai bien plus nombreux que dans les années 1950-1980. Autrement dit, la gauche a perdu les classes populaires et fait la politique adaptée aux plus diplômés (ceux qui forment, selon François Ruffin, la « classe intermédiaire » entre les classes populaires et l'oligarchie¹⁷²) en accompagnant la mondialisation néolibérale. Mais les classes moyennes, particulièrement les diplômés du supérieur (soit 25 % des électeurs en 2012) qui ont pu en profiter, formant la base sociale du néocapitalisme, en deviennent à leur tour les victimes et le seront de plus en plus si se développent l'intelligence artificielle et la numérisation des activités. Une communauté d'intérêts se reforme avec les classes populaires et ouvrières, qui, elles, ont pâti de longue date de la mondialisation.

Ce constat implique que la question technique, au cœur du projet néocapitaliste, soit de nouveau un enjeu crucial. Il faut reprendre la critique de la technique, qu'avaient initiée Ellul, Illich et Gorz, et qu'ont à peu près abandonnée les écologistes et presque toujours ignorée la gauche classique, imprégnée de la vision prométhéenne du marxisme. Il faut articuler la question sociale aux choix techniques, en montrant que ceux-ci, qui n'ont rien de fatal, doivent être délibérés et subordonnés à une vision holistique de la biosphère et aux besoins sociaux. Promouvoir aussi la *low tech* et la science participative devient un choix politique

majeur, tout comme afficher une ferme opposition aux techniques de contrôle numérique, à commencer par la 5G, les compteurs électriques de type Linky ou l'internet des objets.

Une autre sorte d'alliance doit être envisagée. Le patronat est généralement considéré comme constituant un seul bloc. Mais en réalité, même si tous les patrons assument l'idéologie capitaliste, une profonde cassure s'est constituée entre, d'un côté, les firmes multinationales et les banques, qui peuvent pratiquer l'évasion fiscale et un lobbying direct au sein des institutions, et les petites et moyennes entreprises, qui n'ont pas ces moyens de brigandage et sont souvent ponctionnées par les multinationales dont elles dépendent. Ces deux groupes n'ont pas les mêmes intérêts. Il est possible de les disjointre, en montrant aux PME qu'une politique reprenant le contrôle du capital leur serait bénéfique. Il faut ainsi s'insurger contre l'opposition brandie par les postillonnes médiatiques entre « l'économie » et « l'écologie ». L'écologie, c'est mettre l'économie à sa juste place, non pas la détruire. L'économie n'est pas le capitalisme, qui, lui, est une forme d'économie devenue cancéreuse et dévorant le corps social.

Prendre l'État ou constituer l'archipel des possibles ?

Un autre débat agite la galaxie post-capitaliste, à propos de la façon de mettre en œuvre le changement nécessaire. Parmi les pouvoirs, celui de l'État reste déterminant. Faut-il exercer ce pouvoir étatique, et comment le prendre ?

La position léniniste classique énonce : préparer la Révolution, renverser les dirigeants, investir l'État. La position démocratique classique dit : convaincre les gens, remporter les élections, occuper l'État. La position anarchiste contemporaine dit : destituer l'État, échapper à son contrôle, créer un « archipel » de communautés autonomes.

La position léniniste a réussi de manière exceptionnelle en ce qui concerne la prise du pouvoir, en conjuguant, outre la clairvoyance et l'énergie d'un petit groupe d'hommes hors norme, des circonstances extraordinaires – la guerre –, la conception d'un parti très cohérent et déterminé, et le fait que l'État à prendre était autonome dans sa souveraineté. On peine à penser qu'une telle configuration se présente rapidement, et notamment parce que l'État est aujourd'hui beaucoup plus contrôlé par le capital international (firmes multinationales, banques et marchés) que ne l'était l'État russe de 1917 – la question se pose de la même manière pour la voie représentative.

Celle-ci est de son côté handicapée par l'oligarchisation des pays occidentaux, qui verrouille le système politique par le poids de l'argent dans les campagnes électorales, et par le jeu des médias, qui empêchent une délibération équitable. Aux États-Unis, par exemple, le système a évacué par deux fois le candidat de gauche, Bernie Sanders, afin de l'empêcher d'affronter le candidat de la droite dure. En France, les médias se sont déchaînés contre le candidat de gauche dès qu'est apparue en 2017 l'éventualité de sa présence possible au second tour. Par ailleurs, comme une large partie des classes populaires désertent maintenant

le système représentatif en s'abstenant, celui-ci donne un poids exagéré aux choix des classes moyennes supérieures et oligarchiques.

Quant à la méthode anarchiste, elle peine à convaincre que des communautés autonomes pourraient être assez nombreuses pour gêner l'État et le capital, ou que l'État ne leur mènerait pas une guerre permanente dès qu'elles sembleraient atteindre une taille autre que marginale.

La question de la psychologie collective reste un paramètre crucial. Si nous sommes de plus en plus nombreux à sortir mentalement du capitalisme, l'idéologie dominante continue à imprégner la société. « Dans une société où l'on se subjective d'emblée comme individu, observe Alain Damasio, tu ne peux pas espérer que le basculement soit collectif d'un seul coup. Il faut reconstituer des groupes, des collectifs affinitaires, que ces collectifs parlent aux désirs et puissances de chacun, que chacun y trouve une forme de liberté, pour ensuite faire grandir ça et l'entrelacer à d'autres groupes, d'autres luttes, archipeliser ceux qui partagent beaucoup de choses en commun. Ça prend du temps¹⁷³. » Ainsi, à côté du corps global de la société, ou en son sein, s'exprimeraient des pôles de liberté, comme des sortes d'écoles de l'émancipation. « D'un côté, il y a les mondes à faire, des formes de vie à faire croître à l'écart de ce qui règne, y compris en récupérant ce qui peut l'être de l'état des choses actuel, et de l'autre il y a à attaquer, à purement détruire le monde du capital », écrit le Comité invisible¹⁷⁴.

Plus encore que sur la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes ou en quelques autres lieux, les expériences à grande échelle du Rojava (à cheval sur la Syrie et l'Irak) ou du Chiapas (dans le sud du Mexique) montrent que cette approche n'est pas utopique. Au Chiapas, le mouvement zapatiste a développé depuis 1994 l'autonomie sur un territoire grand comme la Belgique, avec une organisation communautaire des villages, regroupés pour former une trentaine de communes autonomes et cinq conseils de « bon gouvernement ». Les zapatistes ont créé leur propre système de justice et d'éducation, et ont repris plusieurs dizaines de milliers d'hectares aux grands propriétaires. « Le peuple dirige et le gouvernement obéit » est leur slogan¹⁷⁵.

En tout cas, la logique des « espaces libérés », comme l'écrit Jérôme Baschet¹⁷⁶, suppose une coordination. « Nous avons besoin d'îlots organisés et unis par une stratégie et un but commun », selon Corinne Morel Darleux¹⁷⁷.

Mais l'État reste incontournable, ne serait-ce que pour gérer les catastrophes à venir. Et dans le cours ordinaire des choses, l'activisme se réfère aussi à l'État, ainsi que l'observe Andreas Malm : même si les actions directes actives et réussies se multiplient, « l'action directe en elle-même ne résoudrait rien : il faut des décisions et des décrets de l'État, ou, autrement dit, l'État doit être arraché des mains de tous les Tillerson et Fridolin [président de la compagnie suédoise d'électricité Vattenfall] de ce monde pour qu'un programme de transition soit mis en œuvre¹⁷⁸ ». Comment combiner logique d'archipel et transformation de l'État en vue d'autonomiser ce dernier du capital et de le mettre au service des tâches d'organisation collective (justice, sécurité sociale, éducation...) ? Est-il possible de réunir les démarches anarchiste et représentative ? Ou sont-ce deux logiques inconciliables ?

Pierre Charbonnier propose « une alliance de différents groupes. Un groupe plus radical des autonomistes, des zadistes, des gens pour lesquels le problème se pose en termes de transformation des modes de vie. Un autre groupe qui concentre les gens qui militent pour un nouvel État social qui protège des risques sociaux et écologiques et qui mette en place des politiques publiques type *Green New Deal* ; une sorte de jacobinisme vert plus facile à articuler aux demandes de justice industrialistes et qui fasse le trait d'union entre l'écologisme et la gauche anticapitaliste classique. Et un troisième groupe, en apparence beaucoup moins radical et surtout beaucoup moins nombreux mais beaucoup plus puissant, qui est celui des technocrates : une poignée de personnes à l'échelle de la population mondiale, mais capable de réorienter d'énormes flux de capitaux, de concevoir des infrastructures sobres, de mener la vraie lutte dans les banques, dans les cours de justice, etc.¹⁷⁹ ». Encore faudrait-il dans cette optique que des « technocrates » se détachent de l'oligarchie, ce qui relève du rêve, tant la haute fonction publique s'est noyée avec délices dans la soumission au néolibéralisme. Mais l'époque est si inattendue que même ce rêve que des « *insiders* » se rallient à la cause du peuple ne peut être exclu. Et autre rêve : que la voie représentative – la prise légale de l'État – et la voie anarchiste avancent de concert, en s'acceptant comme les deux branches d'un même mouvement.

Ralentir le système

Quoi qu'il en soit, l'action directe, sous toutes ses formes, manifestations, blocages, procès, pétitions, intrusions, est une nécessité constante, s'apparentant à une guérilla pacifique. Il faut mener des attaques incessantes, ne jamais fléchir, abandonner parfois, gagner ici, perdre là, avancer millimètre par millimètre, millième de degré par millième de degré, conscience par conscience. Chaque action semble incertaine, marginale, dérisoire, parce qu'elle se confronte à un système massif, solide, inflexible. Sauf que ce système est de plus en plus en déséquilibre. Vous avez peut-être vu ces photos de rochers improbables, curiosités géologiques, dressés sur leur pointe dans un équilibre instable. Une série de petites poussées, d'effritements, d'arrachages, de grattages, accroissent l'hésitation, la gravité inexorable, l'attirance vers la chute. C'est au sens propre le point de bascule vers lequel chaque acte de résistance, chaque affirmation de liberté, chaque effort émancipateur conduit. Avant l'instant décisif, la montagne repose, et voilà qu'un souffle, une goutte, un oiseau qui se pose, fait se déplacer une minuscule plaque de neige qui amorce l'avalanche. Avant l'instant décisif, la forêt respire dans la chaleur obsédante, et soudain un éclat allume l'incendie. Avant l'instant décisif, le ciel roule les cumulus et se charge d'électricité, soudain une étincelle déchaîne l'orage. Mais l'avalanche, le feu, l'orage, peuvent aussi bien ne pas avoir lieu, et le bouleversement attendre encore. C'est ce qu'espèrent les capitalistes. C'est ce que chaque acte, chaque geste, chaque mouvement déterminé peuvent empêcher.

Dans le répertoire des actions possibles, le sabotage redevient une possibilité. De la même manière que McKibben, tirant le bilan de l'échec des stratégies antérieures, a fait le pas décisif de nommer les ennemis du climat, de même certains pensent qu'on ne peut plus se contenter de marches et de pétitions sur internet. La radicalisation se poursuit, à mesure que la catastrophe se précise, et Alternatiba, par exemple, s'est muée en ANV-COP 21, plus activiste, bientôt dépassée par Extinction Rebellion, tandis que la grève pour le climat lancée par Greta Thunberg déclenchait en 2018 des marches immenses de jeunes (et moins jeunes) dans de nombreux pays. Mais l'efficacité limitée de ces tactiques d'action, toujours menées dans l'esprit de la non-violence, fait douter certains : Andreas Malm observe qu'aucune grande lutte dans l'histoire ne s'est gagnée par la seule non-violence, que ce soit la fin de l'esclavage aux États-Unis, le mouvement féministe des suffragettes en Angleterre ou la libération de l'Algérie et de nombreux autres pays colonisés. Comme la question du climat est au moins aussi importante que ces luttes passées, il juge que l'action doit être à sa mesure et préconise le sabotage : « Voilà ce que ce mouvement [pour le climat] porté par des millions devrait faire, pour commencer : annoncer et imposer la prohibition [de tout nouveau dispositif émetteur de CO₂]. Endommager et détruire les nouveaux dispositifs émetteurs de CO₂. Les mettre hors-service, les démonter, les démolir, les incendier, les faire exploser. Faire savoir aux capitalistes qui continuent à investir dans le feu que leurs biens seront saccagés¹⁸⁰. »

Est-ce excessif ? Nelson Mandela est le plus souvent présenté comme le grand-père de la nation sud-africaine, qui a su obtenir la fin de l'apartheid sans effusion de sang, et en parvenant à ce que la communauté blanche puisse continuer à vivre dans « la nation arc-en-ciel ». On retient le visage souriant de l'homme sage qui savait parler au cœur de tous. Mais le Prix Nobel de la paix n'a atteint ce résultat que par une vie de lutte dure, tenace, courageuse. Si on lit sa passionnante autobiographie, on découvre un stratège qui a fait, avec ses camarades de l'ANC (Congrès national africain), des choix radicaux quand la situation l'exigeait : « Au bout du compte, nous n'avons pas d'autre choix que la résistance armée et violente. Nous avons utilisé toutes les armes non violentes de notre arsenal – discours, délégations, menaces, arrêts de travail, grèves à domicile, emprisonnement volontaire –, tout cela en vain, car quoi que nous fassions, une main de fer s'abattait sur nous. Un combattant de la liberté apprend de façon brutale que c'est l'opresseur qui définit la nature de la lutte, et il ne reste souvent à l'opprimé d'autre recours que d'utiliser les méthodes qui reflètent celles de l'opresseur. À un certain moment, on ne peut combattre le feu que par le feu¹⁸¹. »

Puisque le capitalisme continue à abattre sa main de fer sur le monde et sur ceux qui luttent, sans doute faut-il monter en radicalisation. Selon Mandela, « si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'a d'autre choix que de répondre par la violence¹⁸² ». Mandela et l'ANC avaient ainsi monté une branche armée, et c'est en tant que chef militaire qu'il a été arrêté, jugé, et emprisonné pendant de très longues années, sans que sa détermination faiblisse, non plus que celle de ses camarades à l'extérieur, qui continuaient la lutte, notamment par le sabotage : « En décembre 1982, MK [Umkhonto we Sizwe, la branche militaire de l'ANC] fit

explorer la centrale nucléaire inachevée de Kœberg près du Cap, et posa des bombes sur des objectifs militaires et de l'apartheid dans tout le pays¹⁸³. »

Il faut entendre la leçon de Mandela, sans se tromper d'époque, ni de contexte. La question de la communication et de la popularisation de la lutte, en l'absence desquelles toute action est contre-productive, joue notamment différemment aujourd'hui que dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, du moins si l'on raisonne à l'échelle d'un pays européen. Néanmoins, le sabotage est une voie utile de réflexion stratégique. Le mot vient de « sabot », rappelait Thorstein Veblen, et il signifie ralentir, ce qui est inévitable quand on marche avec ces durs souliers de bois. Veblen, un esprit toujours ironique, a ainsi étudié le sabotage en montrant qu'il était pratiqué par les industriels, qui peuvent restreindre la production pour manipuler les marchés et faire monter leur profit¹⁸⁴. Mais gardons l'idée principale que le sabotage ralentit, freine, entrave, gêne le système. Il a montré son efficacité stratégique dans la lutte contre les organismes génétiquement modifiés au cours des années 2000 : les fauchages de champs où s'implantaient les premiers OGM ont été une composante déterminante de la victoire européenne contre l'invasion des cultures transgéniques. L'idée du sabotage renaît, à mesure que la rage à l'égard de l'obstination destructrice du capitalisme grandit. Dégonfler les pneus des SUV, obscurcir les flashcodes des trottinettes électriques, éteindre les lumières des magasins illuminés sans raison, poser des autocollants sur des caméras de surveillance, détruire des antennes 5G – les actions, disparates, se multiplient. Dès que le mouvement prendra de l'ampleur, ne doutons pas qu'il sera accusé de « terrorisme ». Il ne s'agit cependant pas d'une atteinte à la vie humaine, qui doit rester un interdit, mais à la propriété, la même propriété dont la défense absolue constitue, selon Thomas Piketty, l'idéologie même du capitalisme. Elle doit être démantelée, démontre-t-il avec raison, « pour dépasser le capitalisme »¹⁸⁵. Dépassons-le, il est temps.

Le grand navigateur Bernard Moitessier a écrit ceci : le Monstre « est loin devant. Il n'a pas encore gagné cette course, mais si nous ne tentons pas le bord suicide, il la gagnera, c'est réglé d'avance. Et lorsqu'il l'aura gagnée, la planète sautera. Ou bien l'homme sera devenu un robot décérébré. Ou encore, ce sera les deux à la fois : l'homme robot téléguidé pullulera sur la Terre, et ensuite notre planète s'en débarrassera comme on se débarrasse de la vermine. Il restera quelques lamas au Tibet, quelques rescapés sur les montagnes et sur la mer, peut-être. Et tout le cycle sera à recommencer, le Monstre aura gagné, l'humanité aura perdu¹⁸⁶ ».

Le « bord suicide » pour un navigateur à la voile, c'est tenter le tout pour le tout, prendre le plus grand risque pour échapper à la tempête qui s'annonce. Elle arrive et, quoi qu'on fasse, on est perdant. La solution, plutôt que de continuer à se préparer à encaisser et à perdre, c'est de virer et de prendre la route perpendiculaire pour aller chercher un autre vent, d'autres vagues. « Quand tu as déjà perdu la course, m'explique Patrice, mon ami marin, c'est paradoxalement la seule chance de renverser la situation : parier sur l'impossible. » Parions sur l'impossible. Sortons du capitalisme.

Un oiseau entre par mégarde par la fenêtre de la pièce où j'écris et cherche désespérément son chemin – il finit par le trouver ! Nous aussi, enfermés dans la cave du capitalisme, nous battons des ailes en cherchant la sortie. Nous allons la trouver.

Ce sera lui ou nous.

Consommer moins, répartir mieux.

Moins de biens, plus de liens.

Luttons et aimons.

Notes

Les citations en langue étrangère ont été traduites par l'auteur.

1. Voir Hervé Kempf, *L'Oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Paris, Seuil, 2011, p. 129.
2. « Histoire du concept », dans art. « Biodiversité », fr.Wikipedia.org.
3. Intergovernmental Panel on Climate Change, *Climate Change 1992 : The Supplementary Report to the IPCC Scientific Assessment*, Cambridge-New York (N. Y.), Cambridge University Press, 1992, p. 5 (disponible sur IPCC.ch).
4. Chinua Achebe, *Le Monde s'effondre* (1958), Paris, Présence africaine, 1966.
5. Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil, 2007, p. 31.
6. Un rapport de l'Institut de recherches internationales et stratégiques décrit un scénario d'accident nucléaire lié au changement climatique : Bastien Alex, Alain Coldefy et Hervé Kempf, *Conséquences du dérèglement climatique pour le ministère de la Défense*, juin 2014, p. 71 (disponible sur Iris-France.org).
7. Alexandre-Reza Kokabi, « Les simulations françaises décrivent un avenir catastrophique », *Reporterre*, 20 septembre 2019.
8. Will Steffen, Johan Rockström *et al.*, « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 115, n° 33, p. 8252-8259.
9. OCDE, « Global Material Resources Outlook to 2060 », OECD.org, 2019.
10. Programme des Nations unies pour l'environnement, « Global Material Flows and Resource Productivity », ResourcePanel.org, 2016.
11. Dan Tong, Qiang Zhang *et al.*, « Committed Emissions from Existing Energy Infrastructure Jeopardize 1,5 °C Climate Target », *Nature*, vol. 572, 2019, p. 373-377.
12. « Pour une sobriété numérique. Résumé aux décideurs », TheShiftProject.org, octobre 2018.
13. « L'exploitation minière du fond des océans menace gravement les écosystèmes, selon un rapport », *Reporterre*, 20 mai 2020 ; Hélène Ferrarini, « La ruée minière sur les océans s'amorce, au prix probable de l'environnement », 8 juin 2018.
14. « The Future of Cooling », IEA.org, mai 2018.
15. « A Remarkably Accurate Global Warming Prediction, Made in 1972 », *Guardian*, 19 mars 2014, qui évoquait John S. Sawyer, « Man-made Carbon Dioxide and the "Greenhouse" Effect », *Nature*, vol. 239, 1972, p. 23-26. Voir aussi « Climate Models Have Accurately Predicted Global Heating, Study Finds », *Guardian*, 4 décembre 2019.
16. Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, Paris, La Fabrique, 2018, p. 166.
17. Erik M. Conway et Naomi Oreskes, *L'Effondrement de la civilisation occidentale*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2014, p. 34. Voir aussi Thomas A. Boden, Greg Marland, Robert J. Andres, « Global, Regional, and National Fossil-Fuel CO₂ Emissions », CDIAC.ESS-DIVE. LBL.gov, 26 septembre 2012.
18. Michael Rothschild, *Bionomics : The Inevitability of Capitalism*, New York (N. Y.), Holt, 1990. Voir « Book Review : Bionomics : The Inevitability of Capitalism by Michael Rothschild », FEE.org, 1^{er} septembre 1991.
19. Alain Minc, débat avec Hubert Védrine pour *L'Obs*, 12 avril 2020.
20. André Orléan, « L'argent fou exalte le théâtre des passions », *Le Monde*, 20 juillet 2012.

21. Craig Calhoun, Randall Collins *et al.*, *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, Paris, La Découverte, 2014, p. 16.
22. Immanuel Wallerstein, « La crise structurelle du capitalisme : pourquoi les capitalistes risquent de ne plus y trouver leur compte », *ibid.*, p. 21.
23. Cité par Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, *op. cit.*, p. 114.
24. « Charlie Rose Talks to ExxonMobil's Rex Tillerson », *Business Week*, 8 mars 2013.
25. Wolfgang Streeck, « How Will Capitalism End ? », *New Left Review*, n° 87, 2014, p. 45.
26. Daniel Bell, *Vers la société post-industrielle* (1976), cité par Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, *op. cit.*, p. 215.
27. François Denord, « Aux origines du néo-libéralisme en France », *Le Mouvement social*, n° 195, 2001, p. 9-34.
28. Maurizio Lazzarato, *Le capital déteste tout le monde*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019, p. 21.
29. Cité par Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, *op. cit.*, p. 230.
30. *Ibid.*, p. 232.
31. Arnaud Zacharie, *Mondialisation et national-populisme*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2019, p. 50.
32. Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, *op. cit.*, p. 26.
33. J'ai détaillé ce glissement théorique dans *L'Oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, *op. cit.*
34. Paul A. Samuelson, « The World Economy at Century's End », *Bulletin of the American Academy of Arts and Sciences*, vol. 34, n° 8, 1981, p. 43-44.
35. Cité par Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, *op. cit.*, p. 219.
36. J'ai détaillé ce volet essentiel dans *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Paris, Seuil, 2009.
37. « China Now No. 1 in CO2 Emissions : USA in Second Position », PBL.nl, juin 2006.
38. Laura Berny, « En 2008, les États à la rescousse des banques », *Les Échos*, 25 mars 2020.
39. Immanuel Wallerstein, « Ecology and Capitalist Costs of Production : No Exit », dans Walter L. Goldfrank, David Goodman et Andrew Szasz (dir.), *Ecology and the World-System*, Westport (Conn.), Greenwood Press, 1999, p. 3-11.
40. Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, *op. cit.*, p. 185.
41. « La voûte céleste envahie par les milliardaires du numérique », *Reporterre*, 2 juin 2020.
42. Voir « Space Resources », Space-Agency.public.lu.
43. Maurizio Lazzarato, *Le capital déteste tout le monde*, *op. cit.*, p. 32.
44. Nicolas Sarkozy, discours de Toulon, 25 septembre 2008.
45. « Liste des milliardaires du monde », fr.Wikipedia.org.
46. Brian McCullough, « 20 Years On : Why Netscape's IPO Was the "Big Bang" of the Internet Era », InternetHistoryPodcast.com, 7 août 2015. Voir aussi Fabien Benoit, *The Valley. Une histoire politique de la Silicon Valley*, Paris, Les Arènes, 2019, p. 159-160.
47. Brian McCullough, « 20 Years On... », art. cité.
48. *Time*, 19 février 1996, cité *ibid.*
49. Fabien Benoit, *The Valley*, *op. cit.*, p. 169.
50. *Ibid.*, p. 171.
51. Roman Ikonikoff, « Et la machine se mit à penser... », *Science et vie. Hors série*, mars 2020, p. 14.
52. Yann Le Cun, *Quand la machine apprend*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 79.
53. Cours relevés sur ABCBourse.com le 25 juin 2020.
54. Kai-Fu Lee, *IA, la plus grande mutation de l'histoire*, Paris, Les Arènes, 2019, p. 20 et suiv.
55. Lauren Greenfield, *Generation Wealth*, New York (N. Y.), Phaidon Press, 2017.
56. Yuval Noah Harari, *Homo deus*, Paris, Albin Michel, 2017.
57. « Kurzweil Joins Google to Work on New Projects Involving Machine Learning and Language Processing », Kurzweilai.net, 14 décembre 2012.
58. Ray Kurzweil, *The Singularity Is Near : When Humans Transcend Biology*, New York (N. Y.), Viking Penguin, 2005.
59. Christin Rosen, « The Machine and the Ghost », *New Republic*, 12 juillet 2012.

60. Klaus Schwab, « La quatrième révolution industrielle : ce qu'elle implique et comment y faire face », fr.WEForum.org, 25 octobre 2017.
61. Kai-Fu Lee, *IA, op. cit.*, p. 44.
62. Interview avec Mathias Döpfner, *Business Insider*, 28 avril 2018.
63. « Our Mission », BlueOrigin.com.
64. Rachel Jewett, « Blue Origin Opens New Headquarters in Kent, Washington », *Satellite Today*, 7 janvier 2020.
65. Gerard O'Neill, *Les Villes de l'espace*, Paris, Robert Laffont, 1978.
66. Tim Urban, « How (and Why) SpaceX Will Colonize Mars », deuxième partie, *Wait But Why*, 16 août 2015.
67. « Vidéo. Emmanuel Macron : "Vous croisez des gens qui réussissent et d'autres qui ne sont rien", la phrase qui fait polémique », 20minutes.fr, 3 juillet 2017.
68. Fabien Benoit, *The Valley, op. cit.*, p. 267.
69. « Bill Gates : vous ne réalisez pas à quel point les robots prendront votre travail », *Journal du Net*, 1^{er} avril 2014.
70. Kai-Fu Lee, *IA, op. cit.*, p. 24.
71. Peter Augustine Lawler, « Tyler Cowen's Vision of a More Perfect Meritocracy », *Law & Liberty*, 9 octobre 2013.
72. Yuval Noah Harari, *Homo deus, op. cit.*, p. 297.
73. Hervé Kempf, *La Révolution biolithique. Humains artificiels et machines animées*, Paris, Albin Michel, 1998.
74. Nelson Mandela, *Un long chemin vers la liberté*, Fayard, 1995, p. 121.
75. Michel Beaud, préface à Lester R. Brown, *Le Défi planétaire*, Paris, Sang de la Terre, 1992, p. XVIII.
76. Luc Julia, « Le seul danger de l'IA, c'est sa consommation énergétique », *Science et vie. Hors série*, mars 2020.
77. Marc Fourny, « Mark Zuckerberg s'offre un bout d'île à Hawaï », *Le Point*, 3 octobre 2014 ; Emmie Martin, « Here's What It's Like to Stay on the Lush Hawaiian Island Larry Ellison Bought for \$300 million », CNBC.com, 15 novembre 2017.
78. Olivia Carville, « The Super Rich of Silicon Valley Have a Doomsday Escape Plan », *Bloomberg*, 5 septembre 2018.
79. Evan Osnos, « Survival of the Richest : Why Some of America's Wealthiest People Are Preparing for Disaster », *New Yorker*, 22 janvier 2017.
80. Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Climate Change and Poverty. Report of the Special Rapporteur on Extreme Poverty and Human Rights*, 25 juin 2019, p. 14 (disponible sur ReliefWeb.int).
81. Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Paris, Seuil, 2019, p. 250.
82. Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence* (2000), Paris, Albin Michel, 2010.
83. Nathalie Butt, Frances Lambrick *et al.*, « The Supply Chain of Violence », *Nature Sustainability*, vol. 2, n° 8, 2019, p. 742-747.
84. Violette Bonnebas, « Steffen M., mort à Hambach pour "informer les gens de ce qu'il se passe" », *Reporterre*, 21 septembre 2018.
85. Institute for Economics & Peace, *Global Peace Index 2020 : Measuring Peace in a Complex World*, juin 2020 (disponible sur VisionOfHumanity.org).
86. Christopher Ingraham, « US Spends Twice as Much on Law and Order as It Does on Cash Welfare », *Washington Post*, 4 juin 2020.
87. *Milipol Paris 2019. L'Écosystème de la sécurité globale*, novembre 2019, p. 6 (disponible sur Milipol.com).
88. Didier Fassin, préface à Jackie Wang, *Capitalisme carcéral*, Paris, Divergences, 2019.
89. « La faim augmente à nouveau, et touche surtout les femmes », *Reporterre*, 16 juillet 2019.
90. François Gemenne, Aleksandar Rankovic et Atelier de cartographie de Sciences Po, *Atlas de l'Anthropocène*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, p. 56.
91. Bastien Alex, Alain Coldefy et Hervé Kempf, *Conséquences du dérèglement climatique pour le ministère de la Défense*, rapport cité.
92. Christian Parenti, *Tropics of Chaos*, New York (N. Y.), Bold Type Books, 2011, p. 11.
93. Lesley J. Wood, *Mater la meute*, Montréal, Lux, 2015, p. 52.

94. Paul Rocher, *Gazer, mutiler, soumettre*, Paris, La Fabrique, 2020, p. 49.
95. « Comment la République s’est muée en dictature », Desarmons.net, 9 octobre 2019.
96. Ivan du Roy et Ludo Simbille, « Légitime défense ou homicides injustifiés : 676 personnes tuées à la suite d’une intervention policière en 43 ans », *Basta !*, 19 décembre 2019.
97. « Morts en Belgique et en France », art. « Gilets jaunes en France : statistiques », fr.WikiNews.org.
98. Fabien Leboucq, « Est-il vrai que les policiers et gendarmes votent à 75 % pour l’extrême droite, comme le dit Mélenchon ? », *Libération*, 10 juin 2020.
99. Élise Vincent, « “Gilets jaunes” : 10 000 gardes à vue, 3 100 condamnations… une réponse pénale sans précédent », *Le Monde*, 8 novembre 2018.
100. Marie Barbier et Jade Lindgaard, « Les antinucléaires de Bure face à la justice, l’enquête de *Reporterre* et *Mediapart* », *Reporterre*, 5 mai 2020.
101. Raphaël Kempf, *Ennemis d’État*, Paris, La Fabrique, 2019.
102. Didier Fassin, préface à Jackie Wang, *Capitalisme carcéral*, *op. cit.*, p. 10-11.
103. « United States of America », PrisonStudies.org.
104. Le nombre de personnes incarcérées aux Pays-Bas est passé de 20 400 en 2006 à 10 100 en 2018 (« Netherlands », PrisonStudies.org).
105. Senay Boztas, « Why Are There so Few Prisoners in the Netherlands ? », *Guardian*, 12 décembre 2019.
106. Camille Martin, « Action Extinction Rebellion à Orly : notre journaliste a été libéré après dix heures de garde à vue », *Reporterre*, 26 juin 2020.
107. Centre européen pour la liberté de la presse et des médias, *Code de la liberté de la presse pour la police*, 2020 (disponible sur ECPMF. eu).
108. « La reconnaissance faciale des manifestant.e.s est déjà autorisée », *La Quadrature du Net*, 18 novembre 2019.
109. « Le vrai visage de la reconnaissance faciale », *La Quadrature du Net*, 21 juin 2019.
110. « Orange recycle son service de géolocalisation pour la pandémie », *La Quadrature du Net*, 28 mars 2020.
111. « La crise sanitaire ne justifie pas d’imposer les technologies de surveillance », *La Quadrature du Net*, 8 avril 2020.
112. « Comment les robots policiers de Knightscope surveillent la population », *01net*, 15 novembre 2019.
113. « À Singapour, un robot contrôle le respect par les promeneurs des distances de sécurité », *Reporterre*, 10 mai 2020.
114. Raoul de Charrette, cité par Erwan Cario, « Robots tueurs : soudés pour dessouder », *Libération*, 24 août 2017.
115. « Le modèle politique chinois », FMSH.fr.
116. Stein Ringen, *The Perfect Dictatorship : China in the 21st Century*, Hong Kong, HKU Press, 2016, p. 138.
117. Aurélie Bayen, « Cybercontrôle en Chine : l’omni-surveillance à l’ère numérique », *La Revue des médias*, 21 décembre 2018.
118. Voir *L’Oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, *op. cit.*, chap. 4.
119. Groupe Marcuse, *La Liberté dans le coma*, nouv. éd., Vaour, La Lenteur, 2019, p. 138.
120. « Peter Thiel at Libertopia 2010 », YouTube.com, 25 février 2012, 5’ 00’’.
121. *Alternatives Sud*, vol. 25, n° 1, *Droites militantes et mobilisations réactionnaires*, Paris, Syllepse, 2018.
122. Fredric Jameson, « Future City », *New Left Review*, n° 21, 2003, p. 76. La même idée est avancée par Slavoj Žižek, « Nous allons devoir redevenir utopiques », entretien avec *Libération*, 16 février 2008.
123. Margaret Thatcher, entretien avec le *Sunday Times*, 3 mai 1981 (disponible sur MargaretThatcher.org).
124. Pierre Dardot et Christian Laval, *Ce cauchemar qui n’en finit pas*, Paris, La Découverte, 2016, p. 40.
125. *Siné Mensuel*, juin 2019.
126. Philippe Bihouix, *L’Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Paris, Seuil, 2014.
127. Thomas Piketty, « La dette publique est une blague ! La vraie dette est celle du capital naturel », entretien avec *Reporterre*, 2 juin 2015.
128. « Unburnable Carbon : Are the World’s Financial Markets Carrying a Carbon Bubble ? », CarbonTracker.org, 13 juillet 2011.

129. Christophe McGlade et Paul Ekins, « The Geographical Distribution of Fossil Fuels Unused when Limiting Global Warming to 2 °C », *Nature*, vol. 517, 2015, p. 187-190.
130. Vladimir Stenek, « Carbone Bubbles & Stranded Assets », blog. WorldBank.org, 3 juin 2014.
131. « La dette mondiale dépassera 255 000 milliards de dollars fin 2019, selon une étude », fr.Reuters.com, 15 novembre 2019.
132. *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, op. cit., p. 127-128.
133. Simon Evans, « Daily Global CO2 Emissions “Cut to 2006 Levels” during Height of Coronavirus Crisis », CarbonBrief.org, 19 mai 2020.
134. Mathieu Chassignet, « Le monde croule sous les SUV. Pourquoi c’est un problème et pourquoi ça risque de durer », blog d’*Alternatives économiques*, 17 janvier 2019.
135. Lucas Chancel, *Insoutenables inégalités*, Paris, Les Petits Matins, 2017, p. 116 et 124.
136. Gaspard d’Allens, « Malbouffe et sédentarité... notre mode de vie a aggravé la pandémie », *Reporterre*, 8 juin 2020.
137. Ivan Illich, *La Convivialité* (1973), dans *Œuvres complètes*, t. 1, Paris, Fayard, 2003, p. 575.
138. Naomi Klein, *La Stratégie du choc*, Paris, Montréal-Arles, Léméac-Actes Sud, 2008.
139. Cédric O, « Nous ne devons pas perdre le fil du quinquennat, sinon nous disparaîtrons », entretien avec *Les Échos*, 12 juin 2020.
140. Alberto Tundo, « Les chacals », *Ravages*, n° 1, 2020, p. 96-101.
141. Côme Bastin, « En Inde, l’environnement et les droits humains sacrifiés sur l’autel de la reprise », *Reporterre*, 18 juin 2020.
142. Marie Geredakis, « En Grèce, le gouvernement brade la nature au nom de l’économie », *Reporterre*, 15 juin 2020.
143. Calla Wahlquist, « Rio Tinto Blasts 46,000-Year-Old Aboriginal Site to Expand Iron Ore Mine », *Guardian*, 26 mai 2020.
144. Alain Bertho, « L’effondrement a commencé. Il est politique », *Terrestres*, 22 novembre 2019.
145. Forian Dèbes, « Amazon suspend temporairement son outil de reconnaissance faciale », *Les Échos*, 11 juin 2020.
146. Jasper Bernes, « Between the Devil and the Green New Deal », *Commune*, hiver 2020.
147. Tweet posté par Renaud Dély, journaliste de France Info, le 29 avril 2019.
148. Cités par Serge Halimi et Pierre Rimbart, « Lutte de classes en France », *Le Monde diplomatique*, février 2019.
149. Cité par « Gilets jaunes : Luc Ferry appelle les policiers à “se servir de leurs armes” et crée la polémique », *Le Parisien*, 8 janvier 2019.
150. Ivan Rioufol, « Questions sur les persistants retards français », *Le Figaro*, 24 avril 2020.
151. Zineb El Rhazoui sur CNews le 5 novembre 2019.
152. Laurent Alexandre, « Les ayatollahs verts euthanasient le macronisme », *L’Express*, 8 janvier 2019.
153. Philippe Charlez, « Le marxisme écologique, un mal européen », *Les Échos*, 25 avril 2019.
154. Brune Poirson, « Un populisme vert est en train de se développer », entretien avec *Le Figaro*, 20 janvier 2020.
155. Samuel Gontier, « Haro sur Greta Thunberg, la démoniaque vestale hitléro-maoïste », *Télérama*, 25 septembre 2019.
156. Michel Cicurel, « L’impôt sur les hyper-riches conduit à l’Union soviétique », entretien avec *Reporterre*, 1^{er} mars 2012.
157. Stéphane Richard, « Il faudrait taxer plus fort les successions, beaucoup plus que la réussite individuelle », entretien sur France Inter, 11 septembre 2019.
158. Bruno Le Maire, discours lors de la Journée de la filière automobile, 2 décembre 2019.
159. Cité par Sylvain Chazot, « Le porte-parole de Griveaux caricature Hidalgo en “soviet suprême” », *Libération*, 5 novembre 2019.
160. *Le Point*, 2 novembre 2019.
161. Étienne Gernelle, « La soviétisation rampante de l’économie française », *Le Point*, 14 mai 2020.
162. Aurélien Barrau, « C’est la plus grande crise de notre histoire », entretien avec *Le Point*, 13 juin 2019.

163. « 100 principes à partager », LeTempsEstVenu.org.
164. Nicolas Hulot, « Entre le protectionnisme et le néo-libéralisme, il y a une 3^e voie, le juste échange », entretien sur France Inter, 6 mai 2020 ; *id.*, « Le monde d'après sera radicalement différent de celui d'aujourd'hui, et il le sera de gré ou de force », entretien avec *Le Monde*, 6 mai 2020.
165. Formule adaptée de Jérôme Baschet, *Une juste colère*, Paris, Divergences, 2019, p. 115, qui parle du « monde de l'économie » plutôt que du capitalisme.
166. Bill McKibben, « Global Warming's Terrifying New Math », *Rolling Stone*, 19 juillet 2012.
167. Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, *op. cit.*, p. 124.
168. *Ibid.*, p. 129-130.
169. Txetx Etcheverry, « La bataille du climat se joue maintenant, si on la perd, on perd toutes les autres », entretien avec *Reporterre*, 13 avril 2015.
170. Thomas Piketty, « Il va y avoir des crises sociales extrêmement violentes », entretien avec *Reporterre*, 7 décembre 2019.
171. Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, *op. cit.*, p. 854 et suiv.
172. François Ruffin, « La crise climatique nous impose de revoir le sens de l'existence », entretien avec *Reporterre*, 23 novembre 2019.
173. Communication personnelle avec l'auteur.
174. Comité invisible, *Maintenant*, Paris, La Fabrique, 2017, p. 83.
175. Jérôme Baschet, *La Rébellion zapatiste*, nouv. éd., Paris, Flammarion, 2019.
176. Jérôme Baschet, *Une juste colère*, *op. cit.*, p. 97.
177. Corinne Morel Darleux, *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*, Montreuil, Libertalia, 2019, p. 52.
178. Andreas Malm, *L'Anthropocène contre l'histoire*, Paris, La Fabrique, 2017, p. 210.
179. Pierre Charbonnier, « Mon principal espoir est que le zadiste, le jacobin écolo et le technocrate radicalisé pactisent », entretien avec *Le vent se lève*, 22 mars 2020.
180. Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline*, Paris, La Fabrique, 2020, p. 83.
181. Nelson Mandela, *Un long chemin vers la liberté*, *op. cit.*, p. 178.
182. *Ibid.*, p. 554.
183. *Ibid.*, p. 534. Voir aussi Patrice Claude, « L'ANC revendique un attentat contre la centrale nucléaire de Kœberg », *Le Monde*, 21 décembre 1982.
184. Thorstein Veblen, « On the Nature and Uses of Sabotage », *The Dial*, vol. 66, 1919, p. 341-346.
185. Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, *op. cit.*, p. 1117.
186. Bernard Moitessier, *La Longue Route* (1971), Paris, Arthaud, 2011, p. 286.